

Guide

DE L'ORGANISATION

▶▶▶▶▶ DE CONCERTS

En Wallonie et à Bruxelles



COURT
CIRCUIT

TABLE DES MATIÈRES

1. INTRODUCTION : C'EST QUOI LES MUSIQUES ACTUELLES ?

- 1.1 Panorama du secteur
- 1.2 Diversité et soutien au scènes locales

2. CADRE LÉGAL ET RÉGLEMENTAIRE

- 2.1 Autorisations et sécurité
- 2.2 Assurances et responsabilités
- 2.3 Licences et droits d'auteur·rices

3. BUDGET ET FINANCEMENT

- 3.1 Analyse des budgets type : « Combien coûte un concert ? »
- 3.2 Trouver des subsides pour son événement musical
- 3.3 La rémunération des artistes

4. PRODUCTION ET LOGISTIQUE

- 4.1 Choisir et collaborer avec ses prestataires techniques
- 4.2 Accueillir les artistes dans de bonnes conditions
- 4.3 Facturation des prestations artistiques

5. PROGRAMMATION

- 5.1 Construire une programmation : allier découverte et fréquentation
- 5.2 État des lieux des politique de programmation inclusives

6. ÉCO-RESPONSABILITÉ ET DURABILITÉ

- 6.1 Réduire le bilan carbone de son événement musical
- 6.2 Le bilan carbone des gobelets réutilisables
- 6.3 Initiatives et bonnes pratiques pour limiter l'empreinte écologique

7. COMMUNICATION

- 7.1 Bien communiquer pour réussir son événement musical :
Stratégies en 7 étapes pour festivals et concerts

1. INTRODUCTION :

« C'est quoi les musiques actuelles ? »

Le terme *musiques actuelles* est une appellation institutionnelle rarement utilisée par le grand public. Apparue au début des années 1990 en France sous l'impulsion des **Directions Régionales des Affaires Culturelles**, cette expression regroupe un ensemble de pratiques musicales populaires utilisant des amplificateurs, comme le jazz, la chanson, les musiques traditionnelles, le rock, la pop, les musiques électroniques et le hip-hop. Elle se distingue des pratiques plus formelles, telles que la musique classique ou de chambre.

Ces musiques, également appelées *musiques amplifiées*, se caractérisent par l'usage de l'amplification sonore dans leur création et leur diffusion. La reconnaissance institutionnelle de ce terme en France a été marquée par la création de la **Commission nationale des musiques actuelles** en 1997, suivie de l'implantation des **Scènes de Musiques Actuelles (SMAC)** en 1998. Ces dispositifs visent à encourager la création, la diffusion, la pratique et l'enseignement de ces musiques, longtemps marginalisées dans les politiques culturelles publiques.

EN BELGIQUE : UNE APPLICATION LOCALE DU CONCEPT

En **Fédération Wallonie-Bruxelles**, le concept de musiques actuelles est repris pour structurer et soutenir les scènes locales. Ces lieux et événements illustrent l'adaptabilité de ce modèle à différents contextes culturels, tout en maintenant une programmation variée et évolutive.

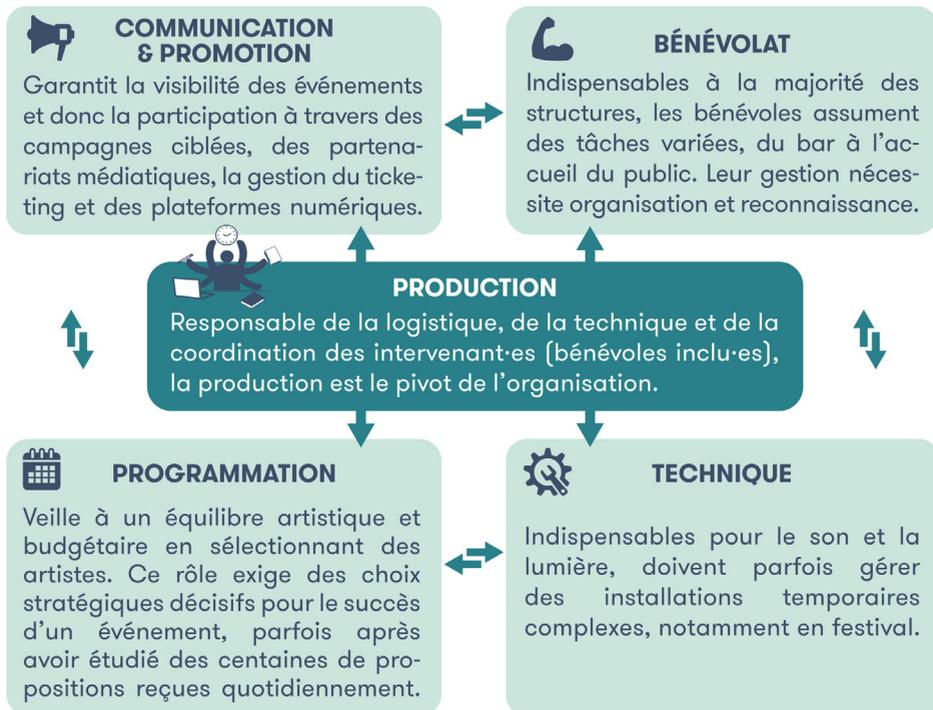
Ainsi, les musiques actuelles ne se limitent pas à une simple définition : elles représentent une dynamique en constante évolution, ancrée dans les pratiques sociales et institutionnelles. Leur valorisation passe par des politiques culturelles qui soutiennent non seulement leur diffusion, mais aussi l'accès à ces musiques généralement plus populaires et récentes que les autres courants musicaux soutenus (musiques classiques, musiques contemporaines).

UN RÔLE SOCIAL ET CULTUREL FONDAMENTAL

Au-delà de leur définition technique et institutionnelle, les musiques actuelles incarnent une pratique sociale et culturelle. Elles reflètent des identités plurielles, touchant des groupes sociaux variés, et s'intègrent dans des espaces qui valorisent la diversité et la création artistique. Cette reconnaissance officielle, marquée par des efforts de financement et d'infrastructure, s'inscrit dans une histoire plus large, initiée par l'arrivée du rock en **Europe** dans les années 1950.

1.1. PANORAMA DU SECTEUR

L'organisation de concerts, en salle ou lors de festivals, mobilise de nombreux métiers complémentaires. Voici un aperçu des fonctions essentielles :



PARCOURS PROFESSIONNELS : POLYVALENCE ET ENGAGEMENT

Les acteur·ices de ce secteur ont souvent des trajectoires atypiques. Encore dans beaucoup de lieux, l'organisation repose sur des bénévoles polyvalent·es. Les salles et festivals sont toutes des organisations qui sont dépendantes aussi bien de la vente de billets que des revenus du bar. Et ces ventes ne suffisent pas à financer la programmation découverte à ancrage local. Les politiques culturelles sont là pour garantir ces espaces de diffusion pour les scènes locales tout en assurant des conditions techniques de représentation professionnelles aux artistes émergent·es.

En analysant les parcours des divers acteurs des salles et festivals, la récurrence reste la même : de nombreuses années de bénévolat avant de pouvoir vivre de cette activité ainsi qu'une expérience qui ne s'apprend pas dans les auditoriums. La plupart des personnes chargées de la coordination et de la programmation restent durant de nombreuses années en action animées par la passion qu'elles cultivent pour la musique. Les derniers chiffres de notre enquête révèlent également que **75 %** des effectifs lors des événements sont bénévoles.

Au niveau du réseau structurel,
il existe également un panel d'acteur·ices varié·es, incluant :

LES SALLES DE CONCERT

Exemple : Botanique, Atelier 210,
Magasin 4, Reflektor

LES FESTIVALS

Exemple : Dour Festival, Les
Ardentes, Esperanzah!

LES ARTISTES ET LEURS ÉQUIPES

Exemple : managers, bookers, labels,
technicien·nes

LES ASSOCIATIONS ET FÉDÉRATIONS

Exemple : Court-Circuit, FACIR

LES ORGANISMES DE SOUTIEN ET FINANCEMENTS

Exemple : Service général de la Création artistique, SABAM, PlayRight, Loterie Nationale



ARTISTES

PROGRAMMATEUR·RICES

SALLES

FINNANCEMENTS

Cet écosystème contribue à l'accessibilité et au développement des scènes locales, tout en garantissant un cadre professionnel pour la diffusion et la production des concerts.

ÉVOLUTION DES EMPLOIS

Dans les premières phases d'une organisation, seuls les artistes et les métiers liés à la technique (souvent via des dispositifs comme **SMart**) sont rémunérés. Avec la croissance de l'événement et l'amélioration des finances, des postes en communication et en administration voient le jour, suivis parfois par des fonctions en production et en technique. La programmation, cependant, reste généralement gérée par la direction ou un conseil d'administration bénévole, comme en témoignent des exemples locaux tels que le **Belvédère**, **Magasin 4** ou le **Tchestia Festival**.

Tous·tes ces acteur·ices de la scène musique actuelle **Fédération Wallonie-Bruxelles** sont animé·es par un besoin de découvrir et de faire découvrir des talents sur notre territoire. Ils doivent souvent gérer une pression considérable, mêlant charge de travail et contraintes budgétaires. Il est donc capital de valoriser le travail de ces personnes de terrain, dans nos réflexions mais aussi en rapportant ces récits auprès de nos médias publics et des institutions, qui restent des soutiens indispensables pour le secteur.

1.2. DIVERSITÉ ET SOUTIEN AUX SCÈNES LOCALES

Les politiques culturelles en Fédération Wallonie-Bruxelles mettent un point d'honneur à favoriser la diversité culturelle et à soutenir les artistes locaux, ce qui se traduit concrètement par un ensemble de mesures et de dispositifs destinés à encourager leur diffusion, leur visibilité et leur professionnalisation.

UNE MISE EN AVANT DES TALENTS RÉGIONAUX

Notamment à travers des dispositifs de repérage et de soutien.

Exemple : Concours Circuit, Tournées Art & Vie

UN ENCOURAGEMENT AUX PROGRAMMATIONS ARTISTIQUES VARIÉES

Afin d'éviter une uniformisation du paysage musical et de garantir une pluralité des expressions.

UN SOUTIEN AUX PETITES STRUCTURES

Essentielles pour l'émergence de nouveaux projets et souvent plus vulnérables économiquement que les grandes institutions.

Exemple : Les centres culturels régionaux et locaux bénéficient d'aides spécifiques pour diversifier leur programmation et inclure des artistes émergent·es, répondant ainsi aux réalités locales.



L'UN DES OBJECTIFS CLÉS DES POLITIQUES CULTURELLES EST DE GARANTIR L'ACCÈS À LA MUSIQUE POUR TOUS·TES.

Cela passe par plusieurs initiatives :

TARIFICATION ACCESSIBLE

Des dispositifs comme l'Article 27 permettent aux publics fragilisés d'assister à des concerts à prix réduit.

SOUTIEN EN ZONES RURALES OU SOUS-DOTÉES CULTURELLEMENT

Afin d'éviter la concentration de l'offre musicale dans les grands centres urbains, la répartition des subventions prend en compte la localisation des événements pour garantir un maillage équilibré sur l'ensemble du territoire.

DÉVELOPPEMENT DE PROJETS MUSICAUX DANS UN CADRE ÉDUCATIF

Afin de sensibiliser les jeunes publics aux musiques actuelles, la Fédération Wallonie-Bruxelles soutient des initiatives pédagogiques à travers les maisons de jeunes, les ateliers créatifs et les animations menées dans le cadre du PECA (Parcours d'Éducation Culturelle et Artistique) en milieu scolaire. Ces actions visent à éveiller la curiosité artistique, à développer l'esprit critique et à favoriser une première rencontre active avec la création musicale.

EXTRAIT DU DÉCRET ENCADRANT LES SUBVENTIONS

Inséré par D. 20-07-2022

Article 1/1. - Le présent décret et les régimes d'aide qu'il prévoit poursuivent les objectifs généraux suivants :

1. soutenir la création artistique, sous toutes ses formes, et garantir la liberté artistique, l'émergence, l'excellence artistique et la diversité culturelle ;

2. favoriser la rencontre entre les artistes, les œuvres et les publics, dans une perspective de démocratisation culturelle, notamment au moyen d'une médiation adéquate ;

3. valoriser les artistes et créateurs de la Communauté française en veillant à une représentation diversifiée des femmes et des hommes, dans le respect de l'égalité des femmes et des hommes et des valeurs de l'interculturalité ;

4. encourager le développement et la structuration des réseaux de collaboration entre les opérateurs culturels soutenus par la Communauté française, dans une logique de durabilité et de mutualisation des ressources ou des compétences ;

5. permettre une juste rémunération des artistes, créateurs et techniciens.

Décret cadre relatif à la reconnaissance et au subventionnement du secteur professionnel des Arts de la scène

DÉTAIL DES DONNÉES TERRITORIALES ET DE LEUR ÉVOLUTION PAR SECTEUR

	NOMBRE DES CONTRATS-PROGRAMMES ET AIDES AU PROJET PLURIANNUELLES 2018	MONTANTS DES AIDES OCTROYÉES 2018	NOMBRE DES CONTRATS-PROGRAMMES ET CONTRATS 2024	MONTANTS DES DÉCISIONS 2024	AUGMENTATION PAR SECTEUR ET PAR PROVINCE
MUSIQUE CLASSIQUE	32	27 664 500 €	25	33 384 868 €	21%
BRABANT WALLON	3	105 000 €	2	62 000 €	-41%
BRUXELLES-CAPITALE	10	2 197 500 €	11	2 188 800 €	0%
HAINAUT	5	76 000 €	3	845 000 €	1012%
LIÈGE	6	171 000 €	3	215 000 €	26%
LIÈGE (ORW ET OPL)	2	24 450 000 €	2	29 896 068 €	22%
LUXEMBOURG	2	8 000 €	2	53 000 €	563%
NAMUR	4	657 000 €	2	125 000 €	-81%
MUSIQUE CONTEMPORAINE	8	1 067 500 €	8	1 360 845 €	27%
BRABANT-WALON	2	300 000 €	2	360 988 €	20%
BRUXELLES-CAPITALE	5	507 000 €	5	687 000 €	35%
LIÈGE	1	260 000 €	1	312 857 €	20%
MUSIQUES ACTUELLES	69	6 733 000 €	88	11 159 696 €	66%
BRABANT WALLON	4	351 000 €	6	354 000 €	1%
BRUXELLES-CAPITALE	28	1 563 000 €	40	3 967 500 €	154%
BRUXELLES-CAPITALE (BOTANIQUE)	1	3 080 000 €	1	3 080 000 €	0%
HAINAUT	5	293 000 €	7	705 000 €	141%
LIÈGE	22	1 036 000 €	23	1 714 196 €	65%
LUXEMBOURG	6	237 000 €	4	369 000 €	56%
NAMUR	3	173 000 €	7	970 000 €	461%
TOTAL GÉNÉRAL	109	35 465 000 €	121	45 905 409 €	29%

Bilan 2023 Musique du Service général de la création artistique, 2024.

CARTE DES SALLES DE CONCERT ET FESTIVALS EN WALLONIE ET À BRUXELLES*

BRUXELLES

- COULEUR CAFÉ
- FIFTY LAB
- FRANCOFAUNE
- JAM'IN JETTE
- LISTEN

- BOTANIQUE
- LA TRICOTERIE
- RECYCLART

- ATELIER 210
- BRASSERIE ILLEGAAL
- MAGASIN 4
- LA MULE
- BRASS
- MUZIEKPUBLIEK

- JAZZ STATION
- MOTOWN CONCERTS
- SOUNDS RESIST
- SUPER CONCERT



● PETITES SALLES

Jauge jusque 199

● MOYENNES SALLES

Jauge de 200 à 600 personnes

● GRANDES SALLES

Plus de 600 personnes

● FESTIVALS

*Liste non exhaustive

LIÈGE

- LES ARDENTES
- MICRO FESTIVAL
- KULTURA.
- C.C. DE CHÊNÉE
- REFLEKTOR
- L'AN VERT
- L'AQUILONE
- LE HANGAR

EUPEN

- MEAKUSMA
- ALTER SCHLACHTHOF

LOUVAIN-LA-NEUVE
FERME DU BIÉREAU

SERAING
OM

HUY
ATELIER ROCK

MAZY
JAZZ 9

ANDENNE
BEAR ROCK

SPA
FRANCOFOLIES

NAMUR
● SOLIDARITÉS
● LE DELTA
● BELVÉDÈRE

OHEY
BLUEBIRD

FERRIÈRES
BUCOLIQUE

SAINT-VITH
TRIANGEL

DURBUY
DURBUY ROCK

FLOREFFE
ESPERANZAH!

SERINCHAMPS
TCHESTIA

BARAQUE DE FRAITURE
LA NATURE

GOUVY
JAZZ & BLUES

BEAURAING
BEAURAING IS NOT DEAD

WARDIN
WARDIN'ROCK

ARLON

- LES ARALUNAIRES
- L'ENTREPÔT

TINTIGNY
GAUME JAZZ

C.C. = CENTRE CULTUREL

2. CADRE LÉGAL ET RÉGLEMENTAIRE

En Fédération Wallonie-Bruxelles, l'organisation d'un concert est soumise à diverses obligations légales. Ce chapitre met en lumière trois éléments essentiels, bien que non exhaustifs, à prendre en compte.

2.1. AUTORISATIONS ET SÉCURITÉ

LES CLÉS POUR UN ÉVÉNEMENT EN PLEIN AIR RÉUSSI :

LIEU ET AUTORISATION

Dans le cas d'un événement public en plein air, l'autorisation du·de la bourgmestre est nécessaire. En tenant compte de l'ampleur de l'événement, un dossier de sécurité doit être présenté à la commune lors d'une réunion avec l'organisation, la commune et les services d'urgences (pompiers, secouristes, police). La demande doit être faite dans le respect des délais impartis par la commune accueillant l'événement. Lors de cette réunion, l'organisation présente son plan de mobilité, d'urgence et d'implantation. Le plan d'implantation est un élément important de ce dossier. Il comprend l'ensemble des infrastructures montées sur le site ainsi que la localisation des sorties de secours et des extincteurs. Un dossier bien préparé garantit donc une bonne impression et fait gage de professionnalisme et de confiance auprès des partenaires présents.

Les services de secours seront attentifs aux accès de secours pour les véhicules d'urgence, les sorties de secours et leur signalement pour le public ainsi que les moyens d'extinction et leurs dispositions. Sur demande, la police peut également mettre en place une ordonnance dans le cas où la circulation sur la voie publique devrait être modifiée. Enfin, les services de l'environnement de la commune (voire de la région dans certains cas) auront également à émettre un avis sur les normes sonores à respecter ainsi que l'horaire.

Julien et Émilien (La Nature festival) ont réussi à construire cette relation de confiance avec la commune en proposant un format inédit jusque-là en Belgique : 40 heures de musique non-stop sur un week-end.

« Après avoir développé une relation de confiance avec la commune les premières années, nous avons fait la demande pour maintenir la musique durant tout le week-end (environ 40 h non-stop). La commune nous a juste demandé si nous étions conscients de ce que ça représentait en termes de personnel et de shifts pour maintenir un service et une sécurité constante durant autant d'heures. L'expérience s'est bien déroulée et nous avons depuis l'autorisation pour maintenir ce format. »

Nicolas Jaumain (Bluebird Festival) fait le même constat :

« Cela fait 12 ans qu'on organise le festival et de manière totalement responsable. Le festival se déroule dans le parc de la maison communale, une proximité et une confiance se sont créées, notamment dues au fait qu'ils nous voient monter le festival durant une semaine dans leur jardin. »

Le point clé est donc la constance et la confiance à construire avec les autorités locales dans le cas d'un événement qui se voudrait récurrent.

Pour résumer, la procédure est donc la suivante :



DEMANDE PAR ÉCRIT ✓
• DOSSIER SÉCURITÉ
• PLAN D'IMPLANTATION



EXAMINATION ✓
COLLÈGE COMMUNAL



RÉUNION SÉCURITÉ ✓
SERVICES D'URGENCES

🔑 NORMES DE SÉCURITÉ

Au niveau des sorties de secours, en fonction de la taille de l'événement, il faudra en prévoir plus ou moins. La prescription générale à respecter est de prévoir **1 mètre de sortie de secours par tranche de 100 personnes**. Ces sorties doivent être signalées par des pictogrammes lumineux en cas de coupure de courant, ceux-ci sont donc généralement sur batterie autonome.

Les pompiers vont également fournir un avis sur le nombre d'extincteurs à prévoir. Ceux-ci seront disposés aux lieux clés du festival et mentionnés sur le plan d'implantation. Pour citer quelques lieux clés : groupe électrogène, stands de nourriture, scène et régie, bar, camping et mâts d'éclairages, etc.

Enfin, généralement des procédures d'urgence sont à instaurer et à faire connaître à toute l'équipe de production et de sécurité. Que ce soit en cas d'incendie, bagarre, accident ou encore alerte à la bombe, un plan doit être établi en avance et connu des services d'urgence ainsi que de l'organisation.

L'installation électrique du festival doit être contrôlée par un organisme agréé. Les lignes électriques doivent être sécurisées et la prise de terre correctement installée. C'est ce qu'on nomme la réception de l'installation. Ce même contrôle est fait pour les chapiteaux présents sur le site ouvert aux publics. Il est donc recommandé de passer par une structure professionnelle afin de penser le plan électrique lors d'un grand événement.

SERVICE DE GARDIENNAGE

Fermer le site d'un festival après le dernier concert n'est pas toujours chose aisée. Pour cette raison, il vous faudra travailler avec une société de gardiennage agréée. Les professionnel·les de la sécurité sont formé·es pour intervenir dans la plupart des situations pouvant survenir lors d'un événement. Bien que ce service ait un coût à ne pas prendre à la légère, il est également le prix de la tranquillité pour une organisation afin de prévenir toute situation d'urgence pouvant survenir.

Nicolas nous explique comment ils fonctionnent avec leurs prestataires :

« Avec la commune, on se met d'accord sur un nombre d'agents cohérent vis-à-vis de la jauge du festival et de son ambiance. On leur communiquera ensuite en amont les règles établies concernant la fermeture du site ainsi que des fouilles. Les agences de sécurité sont toujours agréées et le personnel en possession d'une carte d'identification gardiennage. Au niveau des fouilles, les agents demandent systématiquement d'ouvrir les sacs, mais ils ne peuvent pas fouiller. Par contre, nous avons une charte pour le camping dans laquelle nous interdisons les objets dangereux. »

CONCLUSION

Organiser un événement en plein air, qu'il s'agisse d'un festival ou d'un concert, est une entreprise exigeante qui ne s'improvise pas. Elle nécessite une préparation rigoureuse et une collaboration étroite avec les autorités locales, les services de secours et l'ensemble des partenaires impliqués. L'exemple de festivals comme **La Nature** ou **Bluebird** montre à quel point une relation de confiance durable avec la commune est un facteur déterminant de réussite.

Maîtriser les aspects liés à la sécurité, à la circulation, à la gestion des déchets ou encore au respect de l'environnement n'est pas uniquement une obligation réglementaire : c'est une condition essentielle pour garantir le bon déroulement de l'événement et assurer la sécurité de toutes et tous.

Dès les premières étapes de la conception, il est donc recommandé d'anticiper chaque détail et de rester en lien constant avec les parties prenantes. Une organisation attentive, soucieuse du confort du public et de l'impact écologique, contribue non seulement à la réussite immédiate de l'événement, mais aussi à sa pérennité. En cultivant cette rigueur et cette attention, les organisateur·rices posent les bases d'un projet reconnu, soutenu par les habitants et les autorités locales.

EN RÉSUMÉ :

AUTORISATIONS ET PRÉPARATION

L'ORGANISATION D'UN CONCERT EN PLEIN AIR NÉCESSITE UNE AUTORISATION COMMUNALE, ACCORDÉE PAR LE-LA BOURGMESTRE.

Cette demande doit inclure un dossier de sécurité, comprenant :



UN PLAN D'IMPLANTATION

Indiquant les accès, sorties de secours et équipements de sécurité



UN PLAN DE CIRCULATION

Pour les services de secours et les festivaliers



UNE ANALYSE DES NUISANCES SONORES

Soumise aux services de l'environnement



MESURES DE SÉCURITÉ



SORTIES DE SECOURS

1 mètre par tranche de 100 personnes



EXTINCTEURS

Positionnés aux points clés (scène, stands, générateurs...)



SERVICE DE GARDIENNAGE

Une société agréée doit assurer la sécurité et la gestion des fouilles

EXEMPLE D'UN PLAN DE SÉCURITÉ ET D'IMPLANTATION DE FESTIVAL



Dossier de sécurité Symbiosis 2019 - Stade Roi Baudouin

2.2. ASSURANCES ET RESPONSABILITÉS

Organiser un événement implique des risques et des imprévus qu'il est crucial de gérer pour protéger la responsabilité de l'organisateur·rice. Cette protection s'étend à divers niveaux. Voici un petit résumé des points de vigilance à garder en vue lorsque vous organisez un événement que ce soit en intérieur ou en extérieur.

Pour un événement en extérieur, l'obtention de l'autorisation de la commune relève de la compétence du·de la bourgmestre. Cette démarche est souvent conditionnée par la considération des mesures de sécurité, de la faisabilité logistique, des impacts locaux, et nécessite la souscription d'une assurance pour couvrir l'événement. En cas de non-respect des conditions imposées, l'organisateur·rice risque le retrait de l'autorisation et des sanctions.

L'organisateur·rice assume une responsabilité directe envers le public présent lors de l'événement. Cela englobe la mise en place de mesures de sécurité appropriées, la gestion des risques liés aux installations temporaires et la prévention des accidents.

Il est dans tous les cas fortement conseillé de souscrire une assurance responsabilité civile organisateur (RC organisateur) pour couvrir d'éventuels dommages corporels ou matériels causés aux participant·es, aux tiers ou aux biens.

🔑 POINTS CLÉS À CONSIDÉRER EN TANT QU'ORGANISATEUR·RICE :

1. SÉCURITÉ DU PUBLIC

Garantir la sécurité des participant·es en mettant en place des mesures de prévention des accidents et des plans d'évacuation d'urgence.



2. ASSURANCE RESPONSABILITÉ CIVILE, ORGANISATEUR

Fortement recommandée pour couvrir les responsabilités civiles encourues pendant l'événement, y compris les frais juridiques en cas de litige.



3. RESPECT DES NORMES ET RÉGLEMENTATIONS

Se conformer aux normes légales et réglementaires en vigueur, notamment en matière de sécurité, de santé publique et d'urbanisme.



4. COMMUNICATION AVEC LES AUTORITÉS ET SERVICES D'URGENCE

Maintenir une communication transparente avec les autorités locales, y compris le·la Bourgmestre, pour assurer un mode opératoire fluide en cas d'incident.



RISQUES À ASSURER

Fortement conseillé : RC organisateur, bénévoles

Complémentaire (très onéreux) : risques climatiques, vols, annulation



La loi du 3 juillet 2005 sur les droits des volontaires impose à certains organisateur-rices de souscrire une assurance responsabilité civile spécifique pour les bénévoles participant à l'événement. Cela concerne les ASBL, les associations de fait employant du personnel rémunéré, ainsi que les associations de fait dépendant d'une ASBL ou d'une association de fait ayant du personnel rémunéré.

Pour les événements en intérieur, la plupart des salles sont couvertes par une assurance annuelle obligatoire (RC objective). Cependant, en tant qu'organisateur-riche externe, il est essentiel de vérifier que cette assurance couvre l'événement dans le contrat établi avec la salle.

Des assurances complémentaires peuvent être envisagées pour le matériel, les risques climatiques ou d'annulation, bien que celles-ci soient généralement onéreuses et proposées par des sociétés d'assurances spécialisées.

À ce propos, Julien et Emilien (La Nature festival) parlent de leur expérience :

« Nous avons une RC organisateur et une «tout risque» qui couvre une partie du matériel qui est en location. Cependant, couvrir tout le matériel son et lumière reviendrait à beaucoup trop cher, donc on décide de ne pas en assurer la totalité. On s'était également renseigné pour les assurances couvrant les intempéries ou les pertes financières mais c'est toujours beaucoup trop onéreux pour un festival de notre taille.

Dans le cas où un évènement climatique, tempête ou autre, nous obligerait à fermer le festival un jour, on devrait à ce moment-là communiquer de manière transparente avec le public pour expliquer notre situation et faire un compromis. Car, dans notre cas, si on devait rembourser l'ensemble des tickets pour cause d'une annulation, cela signifierait la fin du festival. »

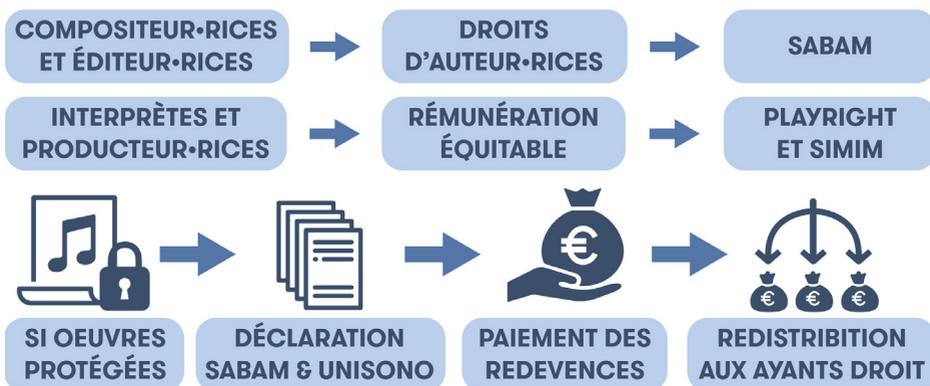
> CONCLUSION

L'organisation d'événements requiert une gestion attentive des risques, que ce soit en intérieur ou en extérieur, afin d'assurer la sécurité des participants et de protéger la responsabilité de l'organisateur-ice. L'obtention d'autorisations, la souscription d'une assurance responsabilité civile organisateur, le respect des normes légales, et la communication transparente avec les autorités sont des étapes cruciales. Il est recommandé de mettre en place des mesures de sécurité, de vérifier les assurances existantes, et d'évaluer la nécessité d'assurances complémentaires. Enfin, la transparence envers le public en cas d'incidents ou d'annulations est essentielle pour maintenir la confiance.

2.3. LICENCES ET DROITS D'AUTEUR·RICES

Organiser un concert en Belgique implique une série d'obligations légales, notamment le respect des droits d'auteur. Ces droits permettent de rémunérer les artistes et créateur·rices affilié·es à une société de gestion des droits pour l'utilisation de leurs œuvres. Cet article explore les différents aspects des droits d'auteur pour les organisateur·rices de concerts, en mettant en lumière les tarifs associés, les rôles de la Sabam, de la rémunération équitable et de leur regroupement au sein de la plateforme Unisono.

OBLIGATIONS LÉGALES EN MATIÈRE DE DROITS D'AUTEUR·RICES



LA SABAM

La Société belge des auteurs, compositeurs et éditeurs est l'organisation principale chargée de la gestion des droits d'auteur en Belgique. Toute structure organisatrice de concerts doit obtenir une licence de la Sabam pour utiliser des œuvres protégées. Cette licence permet de rémunérer les créateur·rices des œuvres musicales diffusées lors de l'événement.

LES TARIFS DE LA SABAM VARIENT EN FONCTION DU TYPE D'ÉVÉNEMENT ET DE SA TAILLE :

FESTIVALS : Un festival est défini comme toute organisation d'une série de concerts successifs donnés par au moins cinq groupes par jour. La Sabam applique un pourcentage en fonction du budget de l'événement, variant entre **0,6%** et **6%** des recettes brutes ou du budget artistique.

PETITS LIEUX : Pour les petits lieux de musique live, les tarifs sont souvent fixés en fonction de la capacité de la salle et de la nature de l'événement. Le prix est généralement une somme fixe basée sur le prix d'entrée et la capacité de la salle.

CONCERTS EN TOUS GENRES : Les tarifs compris entre **0,8%** à **8%** du budget, tiennent à nouveau compte de la superficie et du prix d'entrée moyen.

LA RÉMUNÉRATION ÉQUITABLE

En plus des droits d'auteur, les organisations doivent également payer une rémunération équitable pour la diffusion de musique enregistrée. Cette rémunération est destinée aux artistes interprètes et aux producteur·rices. En Belgique, cette obligation est gérée par les organismes **PlayRight** et **SIMIM**.

Les tarifs pour la rémunération équitable sont basés sur des critères comme la superficie de l'événement et le type de musique diffusée. Les organisateur·rices doivent déclarer les œuvres diffusées et payer en conséquence, garantissant ainsi que les artistes et les producteur·rices concerné·es reçoivent une juste compensation.

UNISONO

Unisono est une plateforme qui simplifie les démarches pour les organisateurs en regroupant la **Sabam** et la **rémunération équitable**. Elle permet d'obtenir toutes les licences nécessaires via une procédure centralisée, facilitant le processus de déclaration et de paiement des droits d'auteur. Sans déclaration préalable à l'événement, un contrôle peut avoir lieu, entraînant des frais supplémentaires non négligeables.

Enfin, pour éviter tout frais inutile, les organisateur·rices doivent vérifier la classification de leur événement dans le bon tarif ainsi que la part de la programmation ayant souscrit à une société de gestion des droits d'auteur. Dans le cas contraire, le formulaire de non-utilisation du répertoire doit être rempli par les groupes performants pour y inscrire la liste des œuvres jouées lors de l'événement. Cela prouvera que le montant facturé est justement proportionnel à la part d'œuvres protégées. Pour les artistes émergents jouant un répertoire original non enregistré auprès de la **Sabam**, il se peut que l'organisation ne doive pas payer de licence.

3. BUDGET ET FINANCEMENT

ORGANISER UN CONCERT IMPLIQUE UNE GESTION FINANCIÈRE RIGOREUSE

De la définition du budget aux sources de financement, en passant par la rémunération des artistes, chaque aspect doit être anticipé pour assurer la viabilité de l'événement.

3.1. ANALYSE DE BUDGETS TYPE : « Combien coûte un concert ? »

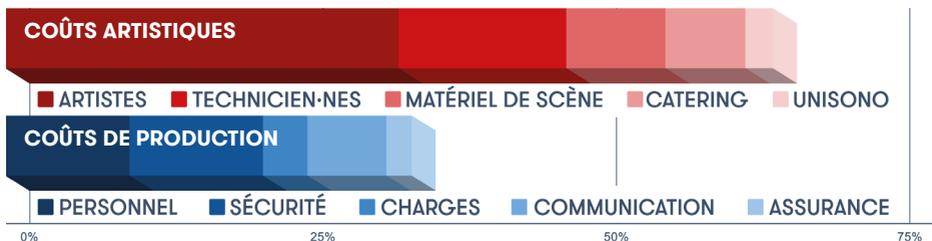
Dans le secteur de la musique live en Fédération Wallonie-Bruxelles, les salles de concert jouent un rôle central, orchestrant l'alchimie complexe entre artistes, publics et contraintes économiques. Pour ces lieux dédiés à la diffusion musicale, l'organisation de concerts se révèle être un exercice d'équilibriste, cherchant constamment à concilier viabilité financière et qualité de l'accueil offert, tant aux artistes – avec une attention particulière pour les talents locaux – qu'aux spectateur·rices. Cette tension entre économie et expérience culturelle pose un défi de taille : comment garantir la pérennité de ces espaces de rencontre et de création, tout en soutenant activement l'écosystème musical local ?

L'analyse des budgets types pour des salles de concert met en lumière cette dynamique complexe. En moyenne, les dépenses s'articulent autour de postes clés tels que les cachets artistiques, la sécurité, la technique, le catering, et les frais de communication. Chaque catégorie doit être minutieusement évaluée pour ne pas compromettre la qualité de l'événement.

Les budgets révélés, oscillant en général entre **3800 €** et **5370 €** pour des événements standards, illustrent bien les défis financiers inhérents à l'organisation de concerts. Si les grandes lignes budgétaires restent similaires, la flexibilité et l'adaptabilité s'avèrent cruciales, notamment pour intégrer les artistes locaux dont les besoins et les cachets peuvent varier considérablement. Ce soutien aux talents de la région est à la fois une mission culturelle et un pari sur l'avenir, enrichissant le paysage musical local tout en attirant un public diversifié.

EXEMPLE DE RÉPARTITION DES COÛTS

Pour un billet de concert à **15 €**, basé sur des chiffres réels de trois salles étudiées récemment :



Pour couvrir un budget de **5000 €**, il faudrait vendre **333 billets à 15 €** pour équilibrer les comptes.

BUDGET TYPE : BELVÉDÈRE

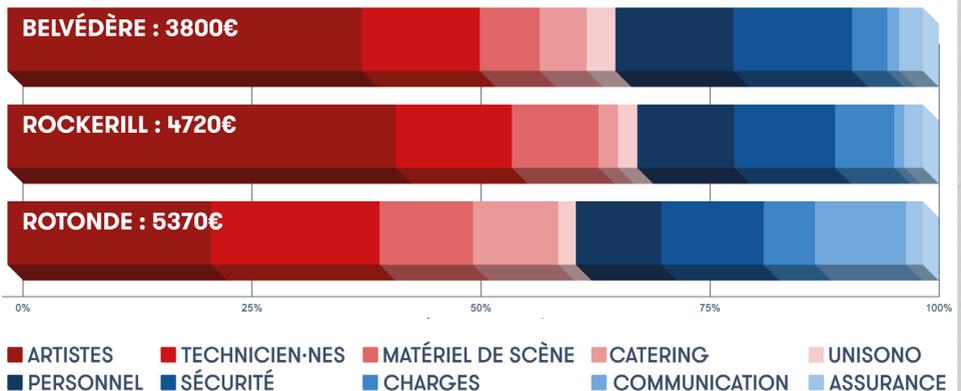
Pour un concert au **Belvédère** par exemple, salle de **220 places**, il faudra donc une rentrée nette par personne d'un peu plus de **17€** dans le cas d'un sold-out pour atteindre le *break-even* (équilibre financier). Seulement, dans la pratique, les concerts attirent en moyenne un public de **100 personnes** avec une dépense de **25€** par personne. On arrive donc à un bilan de **-1300€** par événement.

BUDGET TYPE : ROCKERILL

Au **Rockerill**, les chiffres sont relativement similaires, également au niveau de la part de budget artistique. On note tout de même des charges plus élevées. Avec un sold-out il faudrait une rentrée nette de **18,8€** par personne. En considérant une moyenne de fréquentation de **125 personnes** par événement, et une dépense de **25€** par personne, on arrive à un bilan de **-1595€**.

BUDGET TYPE : ROTONDE (BOTANIQUE)

La salle de la **Ronde** au **Botanique** présente un nouveau cas de figure. Avec des charges d'ouverture plus élevées, notamment au niveau de la communication, des technicien·nes et du catering. Ces charges plus élevées garantissent de bonnes conditions d'accueil pour les artistes mais aussi une fréquentation constante sur les concerts avec des moyens suffisants pour assurer la communication.



La gestion de ces budgets nécessite donc une stratégie réfléchie, où chaque décision a un impact direct sur la réussite de l'événement et sur l'écosystème musical dans son ensemble. Les salles de concerts, en tant que catalyseurs de la culture musicale, doivent naviguer dans cet environnement complexe avec de la prudence et de la créativité, afin de continuer à offrir des expériences mémorables tout en assurant leur propre pérennité.

Notre étude sur les lieux de concerts met en lumière une facette cruciale et trop souvent omise : l'élément humain et social. Ces espaces, pierres angulaires de la vie culturelle, s'appuient fortement sur l'engagement des bénévoles. Même si le nombre de visiteurs fluctue, la charge de travail reste constante. Prenons l'exemple du **Belvédère**, un lieu qui accueille entre **10 et 20 événements par mois** et repose sur les épaules d'un **seul équivalent temps plein**. Cette personne assume non seulement la coordination administrative et la comptabilité, mais aussi la communication, la gestion des bénévoles et parfois même l'entretien du bâtiment. Cette situation révèle les pressions continues et les défis rencontrés par les personnes travaillant dans ces institutions.

➤ CONCLUSION

Il apparaît indispensable de souligner que les recettes issues de la billetterie dans les lieux soutenant l'émergence artistique ne parviennent généralement pas à compenser la totalité des frais occasionnés par l'organisation de ces événements. De ce fait, il est crucial non seulement de préserver, mais aussi d'enrichir les conditions de travail de l'ensemble des maillons de la chaîne de l'organisation de concerts.

Par ailleurs, il est tout aussi essentiel d'établir des standards d'accueil professionnels et adaptés dans nos salles de concert. Ces démarches sont vitales pour stimuler le développement artistique de notre territoire et garantir la viabilité de nos lieux de musique. En soutenant à la fois ceux·lles qui travaillent en coulisses tout autant que ceux·lles qui montent sur scène, nous forçons un environnement où l'art et la culture peuvent réellement prospérer.

3.2. TROUVER DES SUBSIDES POUR SON ÉVÉNEMENT MUSICAL

En **Fédération Wallonie-Bruxelles**, les politiques culturelles concernant les musiques actuelles sont principalement mises en œuvre par ce même niveau de pouvoir. Celles-ci visent à soutenir, promouvoir, développer et professionnaliser la scène musicale dans toute sa diversité. Elles s'adressent soit directement aux artistes, soit aux lieux et aux organisations de concerts reconnues.

Ces décrets s'axent autour de plusieurs concepts, dont la diversité culturelle et le droit culturel. Ils définissent les missions transversales auxquelles les aides attribuées sont destinées. En tant qu'organisateur·rice, vous serez donc, d'une manière où d'une autre, amené·e à contribuer aux missions d'un niveau de pouvoir si vous voulez bénéficier d'une aide financière de celui-ci.

Au niveau communautaire, voici quelques-unes des missions que l'organisme finance :

PROGRAMMATION LOCALE

Un des premiers axes est la diffusion d'artistes originaires du territoire de la **Fédération Wallonie-Bruxelles**. Cela contribue à la promotion de la scène musicale régionale et pourquoi pas par la suite à l'international. Ces aides à la diffusion sont généralement octroyées par la **Fédération**, mais parfois également par les provinces. On les retrouve notamment dans le programme «**Art&Vie**» qui soutient la programmation de certains lieux reconnus.

DIVERSITÉ CULTURELLE

Les politiques culturelles visent à promouvoir la diversité culturelle et la pluralité des expressions musicales. Les projets musicaux les plus singuliers sont parfois privilégiés en raison de leur approche originale unique. Cette pluralité est vue comme une force dans notre paysage musical en réaction à la tendance d'uniformisation de culture et sa massification.

Souvent, les organisations et les lieux ont d'ailleurs un rôle à jouer qui dépasse la diffusion d'artistes. Un échange avec les publics est donc nécessaire pour garder en ligne de mire quelle est la réalité territoriale d'un lieu et à quoi sa programmation vient répondre. À ce titre, les centres culturels viennent répondre à un besoin particulier par leur ancrage territorial culturel historique ainsi que les échanges permanents qu'ils ont avec leurs publics.

Ces lieux sont multidisciplinaires et pas forcément consacrés uniquement aux musiques actuelles. D'autres lieux et organisations de concerts viennent donc répondre à un autre besoin et une autre réalité qui sont parfois plus proche de l'économie concurrentielle par ses financements généralement moindres.

Nadine Nicolas (L'An Vert) illustre néanmoins la complémentarité de ces différents lieux de concerts :

« Il y a de plus en plus de musicien·nes, il y a de plus en plus de projets, il y a de plus en plus de gens qui cherchent à jouer et finalement il n'y a que peu de lieux pour les accueillir. Il y de très bons musicien·nes qui lorsqu'ils démarrent ne peuvent pas remplir une grande salle. C'est donc vital pour les petites salles comme la nôtre d'exister pour continuer à faire émerger ses projets. »

ACCESSIBILITÉ

Les politiques culturelles encouragent l'accessibilité à la musique en favorisant des prix de billets abordables aux publics fragilisés (Article 27) ou isolés géographiquement.

Diane Dernouchamps (direction générale de la culture à la Fédération Wallonie-Bruxelles) détaille à ce propos :

« Un des critères qui a été pris en compte dans la lecture des demandes de subsides l'année passée, c'est celui de la localisation. Nous essayons de faire un état des lieux des provinces les mieux dotées et celles qui le sont moins de manière à ce qu'il n'y ait pas de "no man's land culturel". »

PROFESSIONNALISATION

Enfin, ces soutiens financiers viennent également soutenir un secteur qui se doit d'être concurrentiel pour garder son identité régionale et favoriser l'émergence d'artistes qui feront rayonner le territoire dont iels sont issus. Permettre une juste rémunération des équipes qui accueillent est une étape nécessaire qui œuvre pour beaucoup dans ce processus. Un lieu soutenu se doit donc d'être professionnel dans ses conditions de travail, dans sa gouvernance, dans son positionnement envers l'égalité et l'inclusivité, dans ses comptes, mais aussi dans la manière dont sa programmation est établie. Les salles labellisées **Club Plasma (P**latforme des Scènes de Musiques **Actuelles)** répondent à ces critères et à ses missions de professionnalisation, de diffusion et d'émergence.

À ce propos, Diane explique :

« En tant que pouvoir public, une de nos missions par rapport à la musique est de veiller à ce que tous les filons, tous les métiers soient aidés dans cette démarche de diffusion. Dans ce processus qui va de l'artiste au public. Il faut aider l'artiste dans sa création, mais également les métiers intermédiaires du secteur qui permettent à la musique d'arriver dans les oreilles du public. Dans ces critères, il faut par ailleurs prendre en compte que ces créations doivent arriver aux oreilles du public puisque les soutiens que nous octroyons sont de l'argent public. »

Et pour accueillir ces publics et ces artistes, des moyens doivent également être alloués aux équipes permanentes. C'est généralement avec les aides pluriannuelles comme les contrats-programmes que la Fédération soutient la professionnalisation de ces lieux.

Nadine Nicolas (L'An Vert) :

« Nous essayons de fournir un cachet minimum garanti pour les musicien·nes pour que cela reste juste dans le travail qu'ils fournissent. Cependant notre équipe sur le lieu est payée au salaire minimum et fournit un travail considérable pour accueillir dans de bonnes conditions les artistes. Nous avons de multiples casquettes constamment. Après la pandémie, nous avons pu payer plus justement les artistes avec certains des subsides reçus à ce moment-là. Néanmoins, à notre dernière AG nous avons bien vu que si nous continuons comme ça nous mettrons la clé sous la porte dans quelques mois. Le prochain contrat-programme va nous faire savoir si nous pouvons continuer à travailler de cette manière, même si la corde est déjà bien tendue en termes de travail pour notre équipe. »

Pour autant que cela soit représentatif et pertinent dans la démarche culturelle, le principal pouvoir public pouvant soutenir l'organisation d'un concert ou d'un lieu accueillant des concerts est donc la **Fédération Wallonie-Bruxelles**.

Citons quelques-uns des moyens de financer un événement musical :

LE DISPOSITIF «ART&VIE»

Dispositif désormais reversé aux organisations dans le but de compléter un cachet artistique.

LES AIDES PONCTUELLE AUX PROJETS DE STRUCTURES PROGRAMMATION

Subside annuel aux projets des organisations.

LES AIDES PLURIANNUELLES

Subside structurel portant sur 3 ou 5 ans pour les organisations établies.

LES APPELS À PROJETS PONCTUELS

Subsides pour événement exceptionnellement gratuit ayant lieu chaque année : *Fêtes de la Musique, Fête de la Fédération Wallonie-Bruxelles*.

Il existe également des soutiens pour les organisateurs auprès de la Loterie Nationale (sponsoring ou subside), les provinces (aide à l'organisation d'événement), les communes (soutiens aux initiatives locales) et même parfois les régions (avec des thématiques comme le tourisme ou l'emploi). Attention que le budget alloué pour ces initiatives varie en fonction des provinces et des communes. A noter également le soutien technique, non négligeable, de la Fédération Wallonie-Bruxelles via son Centre de Prêt de Matériel de Naninne.

SALLES DE CONCERTS

CHIFFRES 2021

POUR 41 LIEUX
EN FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

Étude interne court-circuit

PART SUBSIDES

2 239 222 €
43,6%

FONDS PROPRES

2 183 075 €
42,5%

SOUTIEN COVID

710 967 €
13,9%

CHIFFRE D'AFFAIRE : 5 133 264 €

FESTIVALS

CHIFFRES 2021

POUR 13 FESTIVALS
EN FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

Étude interne court-circuit

PART SUBSIDES

946 096 €
44%

FONDS PROPRES

778 930 €
36,2%

SPONSORS

124 207 €
5,8%

SOUTIEN COVID

302 881 €
14%

CHIFFRE D'AFFAIRE : 2 152 114 €

Financer un événement musical avec des subsides permet donc généralement d'accueillir les artistes dans de bonnes conditions tout en oxygénant un budget parfois serré. Cependant, même si ces événements sont portés par des équipes de passionné-es avant tout, gardons en tête que la culture et la musique ont un coût et qu'il est sain pour la scène que le public participe directement à la soutenir. La question de la gratuité d'un concert n'est jamais un choix anodin : Elle questionne à la fois les modèles économiques et les valeurs que l'on souhaite porter.

3.3. LA RÉMUNÉRATION DES ARTISTES

La question de la négociation du cachet est toujours délicate lorsque l'on programme un concert ou que l'on veut faire jouer son groupe lors d'un événement. Là où les cachets exorbitants des têtes d'affiches en festival sont exhibés dans certains articles de presse, on peut se demander si cette hausse est généralisée à l'ensemble du secteur ou qu'elle est simplement symptomatique d'une centralisation de l'attention sur certains artistes.

Dans la plupart des cas, la question du juste prix pour un·e artiste dépendra de sa visibilité couplée au budget disponible autrement dit la loi de l'offre et de la demande. Pour aller plus en profondeur, deux programmeurs nous ont donné leurs points de vue sur cette question.

Pour **Bernard Hemblenne** (programmeur au **Durbuy Rock** et agent chez **DRF booking**), une distinction est à faire avant toute chose :

« On ne calcule jamais un cachet par musicien [...] en tant qu'organisateur nous n'engageons pas de musiciens mais achetons des spectacles. [...] Pour une première partie d'un groupe émergent mais inscrit au programme Rock de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Un minimum de 125€ de participation est demandé à l'organisateur pour pouvoir bénéficier du soutien Art&Vie. Ce qui ramène le cachet d'une première partie à un montant de 250€. »

Pour **Gabriel Alloing** (Ferme du Biéreau et producteur de spectacles) :

« Le prix varie en fonction de l'estimation de remplissage. Cependant, lorsque l'on arrive à moins de 250€, coût employeur, par tête [techniciens compris] pour un projet artistique confirmé, cela me semble peu. [...] Pour une première partie à La Ferme, le budget est fixe et de 250€ pour la prestation du groupe ou de l'artiste. [...] La distinction est à faire entre les barèmes - grilles salariales qui encadrent le salaire des travailleurs par secteur et les cachets artistiques qui sont semblables à ceux des indépendants et non fixés sur des barèmes officiels. »

	SALARIÉ·E	INDÉPENDANT
SALAIRE MINIMUM	EN FONCTION DE LA COMMISSION PARITAIRE 30%	PAS DE MINIMUM
HORAIRE	8H PAR JOUR	PAS DE MAXIMUM
AUTONOMIE	SUBORDINATION À L'EMPLOYEUR·EUSE ET CES MISSIONS	AU CONTRAT
ADMINISTRATION	SAUF POSTE SPÉCIFIQUE L'EMPLOYÉ·E N'A PAS À SE SOUCIER DU SUIVI COMPTABLE ET FISCAL, SES COTISATIONS SONT PAYÉES AUTOMATIQUEMENT PAR L'EMPLOYEUR·EUSE	SUIVI COMPTABLE ET FISCAL, GESTION DES CLIENT·E-S, PAIEMENT DES COTISATIONS SOCIALES

Il est donc difficile de comparer la production d'un spectacle de musique classique avec des musicien·nes professionnel·les salariés à un groupe de rock émergent. Le statut professionnel n'est pas le même en fonction de la situation. Dans le cas d'un spectacle où les musicien·nes seraient payé·es au barème suivant leur commission paritaire, peu importe le succès populaire, iels seraient face à un plafond de verre dans leur rémunération. D'une part avec des conditions de travail garanties mais de l'autre avec une rémunération fixe.

Également interrogée à ce sujet **Nadine Renquet d'Asspropro** (Association des programmateurs professionnels) complète :

« Idéalement, un prix de vente d'un spectacle devrait pouvoir comptabiliser tous les frais annexes mais on constate qu'ils sont souvent ajoutés dans le contrat, et il semblerait que dans la musique ces prix de ventes se négocient souvent plus qu'ailleurs. Les cachets ne sont pas toujours fixes et peuvent varier en fonction des conditions de prestation (événement, déplacement, affiche,...). Les jeunes artistes privilégient parfois le plaisir d'être sur scène au détriment de leur cachet.. Là où d'autres avec plus de notoriété peuvent se permettre de demander des cachets plus élevés. Il semble que le secteur de la musique soit moins structuré et plus disparate en termes de rémunération comparée à d'autres secteurs artistiques. [...] Concernant la notion de "professionnel et amateur", pour moi, un artiste professionnel vit de son art contrairement à l'artiste amateur qui le fait en dilettante et qui a un autre emploi à côté. Cela ne remet certainement pas en question leurs compétences, leurs études, leurs qualités, leur passion mais il y a simplement un des deux qui ne vit pas de sa musique. La notion de cachet pour l'artiste amateur est donc différente puisqu'il n'en vit pas. »

Un spectacle en musique actuelle est donc vu comme un produit fini dont le prix varie en fonction de sa capacité à drainer un public et à négocier un contrat sans qu'il n'y ait un minimum légal défini.

Exemple : avec un statut d'employé ponctuel et pour une prestation facturée via SMart, le minimum est de 3h et donc 61,06 € HTVA

CONTRAT DE TRAVAIL ARTISTIQUE

COEFICIENT MULTIPLICATEUR : 1,57

Montants minimums à facturer - SMart 2023

HEURES PRESTÉES	RÉMUNÉRATION BRUTE	BUDGET SALARIAL	À FACTURER HTVA
3	36,36	57,09	61,06
4	48,48	76,12	81,45
5	60,60	95,15	101,81
6	72,72	114,18	122,17
7	84,84	133,20	142,53
7,6	92,12	144,62	154,74

Dans le cas où ce projet atteindrait un succès populaire conséquent (festivals, radios, tournées, etc), la paie sera proportionnelle au succès généré. Les aides publiques viennent donc soutenir la diffusion des artistes de la **Fédération Wallonie-Bruxelles** et garantir un minimum défrayé à ces musicien·nes qui pour la plupart exercent cette activité en complément de leur emploi principal. Quant à la création de spectacles musicaux, ceux-ci sont encore très peu développés en Belgique francophone à ce jour. En effet, le modèle économique est peu viable.

Bernard Hemblenne :

« Il serait aujourd’hui impossible de salarier des musiciens dans notre ASBL compte tenu de toutes les charges sociales auxquelles je devrais faire face mais aussi car ils sont non professionnels vu que ce n’est pas leur activité principale. »

Gabriel Alloing :

« Quelqu’un qui sort du conservatoire de musique qui se lance dans un projet est déjà dans une dynamique professionnelle vu qu’il a fait une école pour en faire son métier, de même pour un acteur. La différence est tenue et difficilement objectivable, c’est souvent du cas par cas.[...] Dans le cadre de projets musicaux co-produit avec du théâtre et lorsque l’on rentre dans du Tax Shelter, il est possible de rentrer dans des mensualisations de salaire dans un temps défini... »

Le modèle de la création du théâtre ou du cinéma avec contrat de travail n’est donc aujourd’hui que très rarement considérable dans le secteur musique actuelle sans une intervention au niveau de la charge salariale. Le **Tax Shelter** appliqué au domaine des musique actuelles pourrait pallier ce manque mais en attendant cela reste très peu envisageable au vu de la réalité budgétaire des lieux de diffusions.

Pour conclure, il est important de garder en tête qu’un booking contient son lot d’opportunités autant pour le·la programmateur·rice que pour le projet musical concerné. En fonction du lieu, de l’affiche et du public attendu, il y a des concerts qui valent le coup d’avoir sur son CV de musicien·ne. Dans l’autre sens, le métier de programmateur·rice c’est aussi savoir saisir l’opportunité au bon moment. Lorsqu’un projet de qualité ne bénéficie pas de l’attention qu’il mérite, des moyens nécessaires pour se produire dans des lieux de qualité ou simplement qu’il est sur la piste de décollage imminent...

Comme on l’écrivait déjà dans notre revue en 2018 :

« Si les petits organisateurs avaient pour obligation de proposer des contrats de travail à tous les musiciens, ils ne programmaient plus que des artistes... »

... dont la notoriété permettrait de remplir leur jauge et de demander un prix d'entrée élevé. Cela signifierait surtout la mort des petits organisateurs, qui mettraient un terme à leurs activités de défrichage musical, et celle de nouveaux groupes qui ne trouveraient plus aucun lieu pour être diffusé. »

Les horaires de répétitions, d'apprentissage et de travaux administratifs n'entrent donc généralement pas en compte dans le calcul d'un cachet artistique mais il est important de fixer la limite "acceptable" jusqu'à laquelle on se donne dans son projet musical. Du point de vue de l'organisation, la qualité de prestation d'un groupe influencera fortement la réussite d'un concert. Il est donc important d'accueillir ceux-ci dans les meilleures conditions qu'il soit.

4. PRODUCTION ET LOGISTIQUE

4.1 . CHOISIR ET COLLABORER AVEC SES PRESTATAIRES TECHNIQUES

CHOISIR SES PRESTATAIRES

La réussite d'un concert repose sur des prestataires techniques fiables pour :



LA SONORISATION

Adaptée à la taille du site et à la configuration acoustique



L'ÉCLAIRAGE

Crucial pour l'ambiance et la visibilité des artistes



LA SCÈNE

Structure sécurisée respectant les normes en vigueur

INSTALLATION ET COORDINATION



Planifier un calendrier de montage et démontage avec des créneaux précis



Vérifier la capacité électrique du lieu et faire appel à un·e électricien·ne agréé·e



CONSEIL

DEMANDER UNE FICHE TECHNIQUE AUX ARTISTES POUR ANTICIPER LEURS BESOINS.

- Nombre de micros
- Retours
- Puissance requise etc.

Dans l'organisation d'un concert professionnel, le public voit la scène, entend le son, ressent la lumière — mais rarement ce qui les rend possibles. Derrière chaque moment fort d'un live se cache un travail minutieux mené par des équipes techniques spécialisées. Sélectionner les bons prestataires n'est pas qu'une question de budget ou de matériel : c'est une affaire de confiance, d'expérience et de cohérence avec les réalités du lieu.

Dans ce chapitre, nous passons en revue les critères essentiels pour bien choisir ses prestataires son, lumière et scène. Nous intégrons également les retours de terrain de **Benoît Dagnelie**, ingénieur du son expérimenté, pour éclairer de manière concrète les enjeux auxquels font face les organisateurs.

SÉLECTION ET COORDINATION

Le choix des prestataires techniques est déterminant pour assurer la qualité sonore, visuelle et scénique d'un événement. Cette étape doit être encadrée par des professionnel·les expérimenté·es, capables de tenir compte des spécificités du lieu et de faire preuve de réactivité face aux imprévus.

La première démarche consiste à rédiger un cahier des charges précis, détaillant les besoins techniques ainsi que le planning de l'événement. Ces informations sont essentielles pour permettre au prestataire d'élaborer un devis adapté.

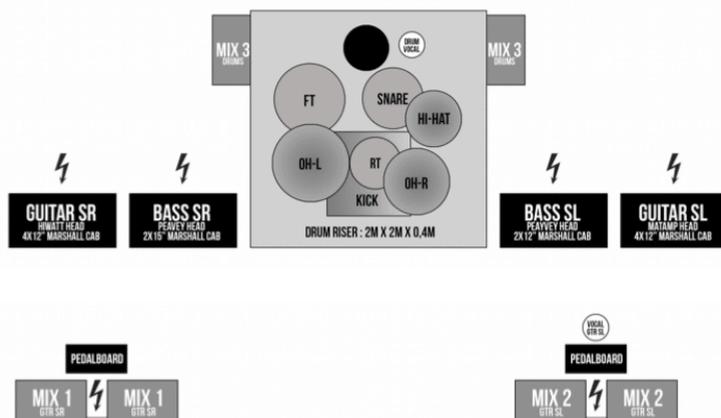
« La première étape lorsqu'un organisateur me contacte pour m'occuper de la technique sur un événement va être de rassembler les informations sur cet événement :

- *Dans un premier temps l'affiche (programmation) et s'il y en a déjà les fiches technique des groupes.*
- *La taille de l'audience et la jauge. Donc la surface à sonoriser et le nombre de participants.*
- *Un plan des espaces à sécuriser et des espaces d'accès pour l'acheminement du matériel, le stockage et les accès backstage.*

Avec cette base, on peut déjà établir une estimation de prix. En fonction du budget, sur la partie son, on a peu de marge de manœuvre si on veut remplir les conditions technique d'accueil du public et des artistes. On pourra toujours choisir une marque moins chère mais il faut dans tout les cas atteindre les spécificités techniques nécessaires pour que l'événement ai lieu. Par contre sur la partie lumière on peut adapter le show en fonction du budget. »

EXEMPLE DE FICHE TECHNIQUE

STAGE PLOT



ANY QUESTIONS? - LESLIE.ROUTIERE2000@GMAIL.COM - +330475326357

INPUT PATCHLIST

N°	SOURCE	SHORT LABEL	MIC/DI	STAND	FOH IN SERT	VCA'S
1	KICK IN	BD IN	SM91	---	GATE + COMP	1 (DRUMS)
2	KICK OUT	BD OUT	B52	KICK	GATE+COMP	
3	SNARE TOP	SN-T	SM57	---	COMP	
4	SNARE BOTTOM	SN-B	SM57	---	COMP	
5	HI-HAT	HH	C451, SM81	SMALL		
6	RACK TOM	RT	E904	---	GATE + COMP	
7	FLOOR TOM	FL	E904	---	GATE + COMP	
8	OVERHEAD LEFT	OH-L	SM81, KM184	LARGE		
9	OVERHEAD RIGHT	OH-R	SM81, KM184	LARGE		
10						
11	BASS SR	BS FROUSS	M88, MD421	SMALL	COMP	2 (BASS)
12	BASS SL	BS CED	M88, MD421	SMALL	COMP	
13	GUITAR SR 1 (HIWATT)	GTR1 FROUSS	SM57	SMALL	COMP	3 (FROUSS) + 5 (GTRS)
14	GUITAR SR 2 (HIWATT)	GTR2 FROUSS	MD421	SMALL	COMP	
15	GUITAR SL 1 (MATAMP)	GTR1 CED	SM57	SMALL	COMP	4 (CED) + 5 (GTRS)
16	GUITAR SL 2 (MATAMP)	GTR2 CED	MD421	SMALL	COMP	
17	VOCAL DRUMS	GAB	SM58	LARGE	COMP	6 (VOCALS)
18	VOCAL GUITAR SL	CED	SM58	LARGE	COMP	
FX-RTN1	PCM90 OR INTERNAL FX	ROOM	---	---	---	8 (FX)
FX-RTN2	SPX990 OR INTERNAL FX	HALL	---	---	---	
FX-RTN3	M2000 OR INTERNAL FX	PLATE	---	---	---	
FX-RTN4	D2 OR INETRNL FX	DELAY	---	---	---	

« La qualité du son a un prix c'est certain, mais c'est également le prix pour avoir l'assurance d'un son de qualité. L'accès à la profession n'est pas réglementé en Belgique et on peut tomber sur tout et n'importe quoi si l'ont n'a pas de références pour ces prestataires. En Belgique on est bien desservi et ce même au niveau local avec des boîtes sérieuses et des techniciens d'expérience très compétents. »

Les points d'attention ne se limitent pas aux aspects financiers, confier la gestion technique à une équipe professionnelle constitue un véritable gage de réussite pour tout événement. Cette sérénité a un coût, mais elle garantit une expérience de qualité pour le public comme pour les artistes.

Il est également essentiel de rappeler qu'une forte puissance sonore ne signifie en rien une meilleure qualité. Un bon rendu sonore repose sur un réglage sur mesure, adapté à l'acoustique du lieu. Dans de nombreux cas, un volume bien calibré permet à la fois une écoute claire de chaque instrument et la possibilité de maintenir une conversation entre les participant·es — preuve que la bande de fréquence utilisée respecte l'espace et ses usages.

Cela suppose non seulement du matériel de qualité, mais aussi un savoir-faire technique précis. Des pratiques comme l'usage de fichiers audio compressés (comme le format MP3) peut entraîner une fatigue auditive importante, voire des dommages irréversibles s'ils sont couplés à des volumes trop élevés.

« La qualité des systèmes son est telle qu'aujourd'hui, on arrive à avoir une couverture homogène sur toute la zone à sonoriser. Avec un spectre de fréquence mal réparti et notamment sur les fréquences les plus sensibles à l'oreille on a une impression de son criard qui fait mal à notre ouïe. Avec un son bien réparti on peut régulièrement s'entendre parler en plein concert. Cela implique d'avoir du bon matériel en suffisance (notamment pour avoir assez de puissance dans les graves). »

À la condition qu'ils soient suffisamment professionnels, privilégier des prestataires locaux, connaissant les spécificités du lieu ou les artistes programmés, permet à la fois de renforcer l'écosystème culturel local et d'améliorer la qualité de l'événement.

En l'absence de coordinateur technique au sein de l'équipe, ces partenaires peuvent également jouer un rôle de conseil, en apportant un regard expert sur la mise en œuvre technique. Ils sont en mesure d'identifier les contraintes liées au lieu, d'évaluer la compatibilité des équipements et de proposer des ajustements adaptés.

« On a tendance à penser que c'est un métier qui s'improvise facilement mais cela demande tout de même de l'expérience. Pas dans le sens que ce que l'ont fait est compliqué au niveau technique mais plus que ce métier implique d'avoir une vision d'ensemble à tout moment de la production et ça c'est la clef pour savoir réagir rapidement en cas de problème. Il faut savoir faire preuve de déduction, créativité et de réactivité car le live c'est souvent des imprévus et il faut réagir vite et de la bonne manière. Pouvoir compter sur une équipe fiable dans laquelle on peut avoir confiance, c'est une garantie de succès. »

SUR UN CONCERT DE NIVEAU PROFESSIONNEL, L'ÉQUIPE TECHNIQUE REGROUPE PLUSIEURS ACTEUR-ICES AUX RÔLES COMPLÉMENTAIRES :

- **Le-la stage manager** est responsable de la gestion globale de la scène. Son rôle principal est de veiller au respect du planning*, mais aussi d'intervenir rapidement en cas d'imprévu susceptible de perturber le bon déroulement du concert.
- Il-elle est épaulé-e par des **stagehands**, qui assurent le transport du matériel depuis les véhicules jusqu'à la scène, et participent à son installation selon les consignes du-de la régisseur-se plateau.
- **L'ingénieur-e son d'accueil**, ou FOH (Front of House), prend en charge l'accueil technique des groupes ainsi que la gestion du système de sonorisation. Sur les festivals d'envergure, ces missions sont parfois scindées entre deux personnes distinctes : l'une dédiée à l'accueil, l'autre au calage du système.
- **L'ingénieur-e son du groupe** accompagne parfois les musicien-nes en tournée avec sa propre console. Lorsqu'aucun-e ingé son n'est prévu-e par le groupe, c'est l'ingé son d'accueil qui assure le mix.
- **L'ingénieur-e son retour** est chargé-e du mixage sur scène, en lien direct avec les artistes, afin d'ajuster leurs retours selon leurs besoins.
- **Le-la régisseur-se plateau**, parfois appelé-e « patcheur-euse », est responsable de l'implantation des instruments sur scène et du câblage des micros, notamment lors des changements de plateau.
- Enfin, **le-la régisseur-se lumière** pilote l'éclairage et les effets visuels spécifiques au show.

*voir exemple en annexe.

4.2. ACCUEILLIR LES ARTISTES DANS DE BONNES CONDITIONS

Au-delà des aspects techniques, la qualité de l'accueil joue un rôle majeur dans le bon déroulement d'un concert. Elle conditionne non seulement l'ambiance générale en coulisses, mais aussi la disponibilité et la sérénité des artistes.

Les **riders techniques** et **hospitality (accueil)**, annexés aux contrats des artistes, précisent généralement :

- Le nombre de repas à prévoir
- Les régimes alimentaires spécifiques
- Les besoins en loges (espace, mobilier, boissons, équipements...)

Lorsque ces informations ne sont pas communiquées à l'avance, il est recommandé de **prendre contact directement avec la personne de référence** du groupe (tourneur-se, manager-se ou booker) afin de recueillir les informations nécessaires. Dans le cas de **groupes émergents ou locaux**, il arrive souvent que ces demandes soient transmises de manière plus informelle, voire sur place. Dans ce cas, une certaine **souplesse** des deux côtés est essentielle.

La coordination de cet accueil repose sur une personne clé : **le-la responsable accueil artistes**. Son rôle est d'anticiper les besoins, d'assurer une logistique fluide en lien avec le-la stage manager, et de répondre aux demandes de dernière minute dans la mesure du possible. Il lui revient également d'organiser les horaires de repas, de balances, de repos et de passage en scène, via un **planning** (feuille de route ou feuille de show).

Enfin, des **points de confort essentiels** ne doivent pas être négligés : veiller à ce qu'il y ait toujours de l'eau à disposition sur scène, prévoir des collations dans les loges, et garantir un minimum d'intimité pour les moments de préparation.

POUR UN ACCUEIL SOIGNÉ ET PROFESSIONNEL

- Prévoir un **espace réservé pour les artistes** : loges équipées.
→ *Eau, snacks, assises confortables, connexion internet si possible.*
- Organiser un **catering adapté** aux différents régimes alimentaires, en privilégiant des fournisseurs locaux, artisanaux ou bio.
→ *Végétarien, végan, sans gluten.*
- Assurer une **coordination fluide des horaires** grâce à une communication constante entre la production, le stage manager et la personne en charge de l'accueil artistes.
→ *Arrivées, balances, repas, show.*
- Penser à l'**hydratation sur scène**.
→ *Bouteilles consignées ou gourdes réutilisables.*



GREEN TIP

Favoriser un catering végétarien par défaut, proposer des alternatives responsables, et limiter les déchets à usage unique sont des gestes simples mais impactants. Un accueil durable est aussi un message fort que reçoit l'artiste dès les coulisses.

4.3. FACTURATION DES PRESTATIONS ARTISTIQUES

LES DIFFÉRENTES SOLUTIONS POUR LA RÉMUNÉRATION :

LE STATUT DE SALARIÉ-E

Si un·e artiste a un contrat direct avec un lieu ou une organisation (CDI, CDD, intérim), iel bénéficie d'une couverture sociale complète, mais cela reste très rare pour un·e artiste en Belgique.

Cela peut exister si vous avez un contrat direct avec un lieu ou une organisation. Vous seriez dans ce cas très chanceux·euse, car c'est très rare en musique en Belgique. Si vous avez ce type de contrat, votre employeur·euse s'occupe de tout ce qui est administratif, cotisations sociale et assurances, mais c'est ce n'est clairement pas répandu dans nos contrées.

+ Avantages :

- Simplicité administrative
- Accès aux allocations
- Sécurité sociale

- Inconvénients :

- Extrêmement rare voir inexistant en musiques actuelles

LE STATUT D'INDÉPENDANT

- Adapté aux artistes générant un revenu régulier.
- Gestion autonome des cotisations sociales et de la TVA.
- Possibilité du statut d'indépendant complémentaire.

Le statut d'indépendant demande un certain niveau de rémunération mais aussi de rigueur administrative. Ce qui n'est pas toujours idéal dans le cas d'un projet émergent.

+ Avantages :

- Liberté
- Gestion directe des revenus

- Inconvénients :

- Charges sociales élevées
- Responsabilité administrative

Alternative : LES BUREAUX SOCIAUX POUR ARTISTES (BSA)

Le BSA est l'employeur légal de l'artiste et gère les cotisations sociales. Cela fonctionne souvent sous forme de contrats intérimaires, freelance ou même parfois CDD.

Exemple : SMart (coopérative), Amplo (société), Merveille, Artisium, Tentoo

- L'artiste bénéficie d'une assurance et d'une protection sociale.
- Consultant-es et conseiller-ères à votre disposition

Le bureau social pour artistes est votre employeur légal et vous met sous contrat, il vous protège légalement, vous avez une assurance en cas d'accident, c'est le bureau qui va se charger de payer vos cotisations sociales pour que vous ayez peut-être ensuite droit au chômage par la suite et qui va s'assurer que vous êtes dans la légalité administrative. Ce n'est pas facile de s'employer en Belgique et le bureau s'occupe de gérer cet aspect-là de manière que vous puissiez vous concentrer sur votre art et que tout soit en règle en cas de contrôle. Evidemment, ces bureaux sociaux doivent se payer, et ils prennent une participation sur vos montants pour le travail qui est fourni.

+ Avantages :

- Simplicité administrative
- Accès aux allocations
- Sécurité sociale

- Inconvénients :

- Commission prélevée par le bureau social

L'ASBL : UNE OPTION POUR LES COLLECTIFS

- Idéale pour un groupe qui facture des prestations communes
- Permet d'accéder à des subsides
- Structure nécessitant une gestion administrative rigoureuse

Une ASBL possède une personnalité juridique, elle assume les responsabilités légales et financières à la place de ses membres. Les risques ne reposent pas sur vous en tant qu'individu, mais sur la structure elle-même. C'est également une solution pratique pour un collectif, comme un groupe de musique. Si vous êtes quatre musicien-nes et que vous devez facturer un cachet pour un festival, l'ASBL permet d'émettre une facture unique, évitant ainsi à l'organisateur-riche d'en traiter plusieurs séparément. Cela facilite aussi la gestion des finances en centralisant les revenus et les dépenses sur un compte unique et ouvre l'accès à certains subsides et aides financières.

+ Avantages :

- Structure collective
- Accès aux subsides
- Mutualisation des frais

- Inconvénients :

- Complexité administrative
- Obligations légales



Si vous êtes au chômage, il est impératif de déclarer tout mandat exercé auprès de l'ONEM. En cas de mandat non rémunéré, une simple déclaration via le formulaire ad hoc suffit. À défaut de déclaration, vous vous exposez à des sanctions.

L'INDEMNITÉ DES ARTS EN AMATEURS (IAA) : une option temporaire simplifiée

- Plafond : 30 missions / an
- Maximum 80,18 € par mission + frais de déplacement
- Aucune cotisation sociale (pas de droits au chômage ni à la pension)

Avec l'indemnité des arts en amateurs, vous effectuez des prestations artistiques contre une indemnité forfaitaire. Pour l'artiste, ce revenu est exonéré d'impôt. Et en tant que donneur d'ordre qui fait appel à un artiste, vous ne payez pas de cotisations sociales ordinaires pour les prestations de l'artiste.

Le régime de l'indemnité des arts en amateurs remplace le régime des petites indemnités (RPI) depuis le 1er janvier 2024.

+ Avantages :

- Simplicité administrative
- Accès aux allocations
- Sécurité sociale

- Inconvénients :

- Commission prélevée par le bureau social

COMMENT FIXER LE CACHET ?

Bien qu'il reste un montant subjectif, le cachet peut être estimé selon plusieurs facteurs lors d'une prestation artistique :

- Les frais directs (transport, matériel, répétitions)
- Le temps consacré
- L'envergure de l'organisation
- L'expérience du projet musical



En dehors d'un contrat de travail direct avec une organisation, il n'existe pas de barème légal pour les cachets artistiques puisqu'ils sont associés à du travail indépendant.

Le barème de la CP 304 peut néanmoins être un indicateur utile.

> CONCLUSION

Chaque solution a ses avantages et ses inconvénients. L'important est de choisir un modèle en fonction du stade de développement de son activité et de ses objectifs professionnels (occupation principale ou complémentaire). Bien que déléguer la partie administrative de son activité professionnelle à un bureau social pour artistes (BSA) soit généralement la solution la plus simple et la plus accessible dans un premier temps, il est essentiel d'évaluer ses besoins à moyen terme. Certaines formes juridiques comme l'ASBL ou l'indemnité des arts en amateurs peuvent ensuite s'avérer plus adaptées selon le contexte, la fréquence des prestations ou les perspectives de développement artistique.

5. PROGRAMMATION

5.1. CONSTRUIRE UNE PROGRAMMATION : ALLIER DÉCOUVERTE ET FRÉQUENTATION

Une programmation réussie repose sur une identité musicale forte et une cohérence artistique qui permettent de capter l'intérêt du public. Avant toute chose, il est essentiel d'identifier son public cible en analysant ses attentes et ses goûts musicaux. Une programmation efficace doit trouver un équilibre entre têtes d'affiche et artistes émergents, ce qui permet d'attirer un large public tout en favorisant la découverte musicale. Il est également crucial d'adapter la sélection des artistes au format de l'événement. Un festival en plein air, un club ou une salle de concert nécessitent des choix différents en fonction des contraintes techniques, du type de scène et de l'ambiance souhaitée.

Au-delà de la simple sélection des artistes, une veille constante sur les tendances musicales actuelles est indispensable pour anticiper les attentes du public et proposer une programmation en phase avec son époque. Toutefois, la viabilité budgétaire est un facteur déterminant. Construire une programmation attractive nécessite de prendre en compte le coût des cachets artistiques et de les équilibrer avec les moyens financiers disponibles. Un événement viable repose sur un budget bien structuré, combinant recettes de billetterie, subventions et partenariats privés.

L'organisation de la programmation doit également s'inscrire dans un calendrier bien défini. Anticiper les réservations d'artistes est crucial, car certaines tournées internationales se planifient plus d'un an à l'avance. Il est aussi important de prendre en compte la concurrence locale en évitant de programmer un concert à la même date qu'un événement similaire à proximité, au risque de diviser le public. Enfin, il convient de gérer les contraintes techniques liées aux artistes et à leur fiche technique, en s'assurant que les exigences spécifiques de chaque groupe peuvent être prises en charge par l'infrastructure disponible. Une bonne coordination entre les artistes, les technicien·nes et les équipes de production est essentielle pour garantir le bon déroulement de l'événement.

5.2. ÉTAT DES LIEUX DES POLITIQUE DE PROGRAMMATION INCLUSIVES

Les données récentes et les témoignages d'acteur·ices du secteur musical en Fédération Wallonie-Bruxelles révèlent un déséquilibre persistant dans la représentation des genres au sein de la programmation artistique. Selon les derniers chiffres publiés de Scivias (plateforme agissant pour un secteur musical plus inclusif en Fédération Wallonie-Bruxelles), les artistes femmes et les personnes non-binaires restent largement sous-représentées dans les festivals et les salles de concert. En 2022, seulement 21 % des artistes programmés·es étaient des femmes, tandis que les personnes non-binaires représentaient moins de 1 %*. En 2023, les chiffres évoluent avec 33,4 % de femmes et 0,3 % de personnes non-binaires dans les programmations. Le dernier rapport publié en 2024 montre encore une légère évolution de ces chiffres avec une augmentation de 1,5 % pour les femmes cisgenres et 0,4 % pour les personnes non-binaires et transgenres.

Cependant, malgré ce constat, plusieurs organisations de festivals et de salles de concert, tels que l'Atelier 210 et le Botanique, prennent des mesures concrètes pour rendre leur programmation plus inclusive.

Eve Decampo (responsable de la programmation à l'Atelier 210), souligne l'importance de ces initiatives et l'engagement nécessaire pour garantir une meilleure représentativité des personnes sexisées.

« Nous sommes signataires de la charte Scivias et nous nous engageons à suivre scrupuleusement les recommandations du tableau de parité qu'ils ont conçu, qui est d'ailleurs très bien réalisé. Nous comptabilisons avec rigueur nos efforts dans ce domaine. Notre engagement en faveur de la parité est clair : au moins 50 % des artistes sur scène doivent être des personnes sexisées, c'est-à-dire des personnes issues de groupes traditionnellement marginalisés en raison de leur genre. »

* (La) « méthode de comptage prend en compte le genre des personnes sur scène ainsi que la place - plus ou moins grande - de chaque membre au sein du groupe musical. Pour les festivals de musiques actuelles, le genre des artistes est comptabilisé proportionnellement à l'ensemble des membres composant le projet musical ; s'ajoute à ce pourcentage la prise en compte d'un lead artistique lorsqu'il existe. »

Bien que cette transformation nécessite des ajustements, elle représente une véritable opportunité pour innover. Les salles et festivals, confrontés à des réalités économiques complexes, peuvent y voir un levier d'attractivité et de renouveau. Comme le souligne **Olivier Vanhalst** (programmateur au **Botanique**), programmer des artistes moins établis ou issus-es de minorités permet d'élargir les horizons et de capter de nouveaux publics.

« Le Botanique fait partie des membres fondateurs de Scivias, aux côtés de six autres institutions fédérales de la Fédération Wallonie-Bruxelles dont Court-Circuit. Cela fait maintenant quatre ans que nous avons mis en place une analyse rigoureuse de notre programmation, aussi bien pour l'année que pour le festival. Nous nous alignons également sur le rapport Scivias, qui évalue les équilibres de parité de genre dans les programmations. Pour les Nuits Botanique, ce rapport sera bientôt publié. J'ai moi-même participé à ce processus de comptage, comme pour tous les festivals, et je peux dire que nous sommes proches de la parité cette année. Cela dit, il est important de noter que la parité peut varier d'une année à l'autre, en fonction des confirmations d'artistes.

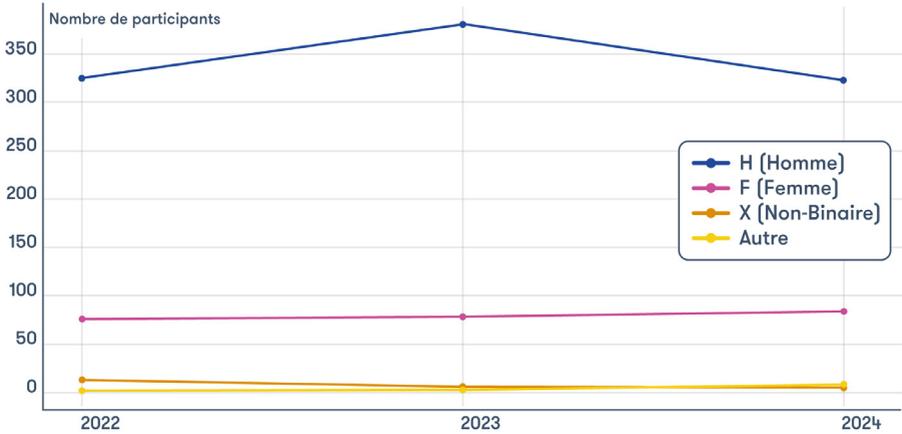
Nous faisons très attention à ces questions, même si les confirmations d'artistes ne suivent pas toujours les prévisions. Mais il ne faut pas se cacher derrière ça : si on veut faire un effort, on peut le faire. Dire que l'offre est limitée est souvent une excuse pour éviter le changement. Il est toujours possible de faire bouger les choses, sans chercher à se glorifier, mais simplement en agissant. Le but n'est pas de se mettre en avant, mais de montrer par l'action que c'est possible, sans donner de leçons. Chez nous, c'est un sujet de discussion permanent. »

SEULEMENT 16,7 % DE CANDIDATES

Du côté de **Court-Circuit**, le taux de participation par genre au **Concours Circuit**, le plus important dispositif d'appels à candidatures pour les projets artistiques, semble stagner depuis plusieurs éditions. En suivant la méthode de comptage de **Scivias**, en 2023 sur 467 propositions, 78 étaient des projets féminins. Ce qui équivaut à seulement 16,7 %*. Cependant, ces chiffres, non exhaustifs, illustrent encore peu d'améliorations quant à cet aspect.

* 18,4% en 2022 et 19,9% en 2024

ÉVOLUTION DE LA PARTICIPATION PAR GENRE AU CONCOURS CIRCUIT (2022-2024)



Notons que les finalistes du Concours tendent à être paritaires. En 2022, la finale comptait deux projets féminins et deux masculins. En 2023, trois projets féminins et deux masculins, et en 2024, la tendance était la même avec deux projets féminins et deux masculins.

L'inclusivité ne se limite pas à des statistiques, mais traduit également une volonté de repenser les normes culturelles et sociales qui structurent la scène musicale. Selon une étude d'Ipsos commandée par le **Centre National de la Musique (CNM)** en France, les genres musicaux eux-mêmes sont encore souvent perçus comme genrés. Cette étude invite à une réflexion sur la manière dont la musique est catégorisée et sur les stéréotypes associés à chaque genre musical, en particulier chez les moins de 25 ans.

Encourager l'inclusivité dans la programmation artistique dépasse le simple cadre d'une obligation morale ; cela représente également un moteur d'innovation et de diversification pour les festivals et les salles de concert. Toutefois, tandis que les grands festivals semblent parfois avoir du mal à concilier inclusivité et rentabilité, les structures plus modestes, telles que les salles de proximité ou les petits festivals, disposent d'une agilité qui facilite l'accueil de ces changements. En décompartimentant les genres musicaux, ces espaces favorisent une véritable ouverture. Ainsi, cette approche contribue à dessiner un futur pour la scène musicale plus riche, diversifié et équitable.

6. ÉCO-RESPONSABILITÉ ET DURABILITÉ

Face à l'urgence climatique, l'organisation d'événements musicaux en Fédération Wallonie-Bruxelles doit impérativement intégrer des pratiques éco-responsables. Plusieurs axes permettent de réduire l'impact écologique des concerts et festivals, en travaillant sur les déplacements, les infrastructures et la gestion des déchets.

6.1. RÉDUIRE LE BILAN CARBONE DE SON ÉVÉNEMENT MUSICAL

L'un des premiers leviers d'action concerne la **logistique et la mobilité**, qui constituent la principale source d'émissions carbone dans un événement musical. Selon The Shift Project, les déplacements du public et des artistes représentent en moyenne **70%** du bilan carbone d'un festival.

Florence Higuët (responsable des partenariats chez **Esperanzah!**) insiste sur l'importance d'intégrer cette dimension dès la planification :

« Nous récupérons et recyclons beaucoup de choses et nous les utilisons durant plusieurs années. Lorsque les artistes viennent de loin, nous essayons d'organiser des tournées afin de rentabiliser leur trajet. Mais en ayant moins de têtes d'affiche, nous avons aussi moins de demandes techniques coûteuses en énergie, c'est une des conséquences de notre choix de décroître. »

Jules (organisateur à **La Faune à Mouscron**) témoigne également :

« En priorisant une programmation locale, nous garantissons une empreinte minimale puisque nous limitons les transports des artistes et du public »

Les solutions pour un événement plus durable passent par :

Favoriser les transports en commun et le covoiturage

En mettant en place des navettes et des incitations tarifaires.

Privilégier les tournées locales et limiter les voyages en avion

Optimiser la gestion énergétique

En utilisant le réseau électrique public quand cela est possible.

6.2. LE BILAN CARBONE DES GOBELETS RÉUTILISABLES

Cette année encore certains gros festivals en Belgique ont obtenu des dérogations pour l'utilisation de gobelets à usage unique. Là où l'utilisation de gobelet plastique réutilisable semble généralisée, nous nous posons la question de savoir où en est on en terme de bilan carbone en fonction du type de gobelet utilisé sur un événement.

A priori, le bilan carbone de chaque type de gobelet dépend de plusieurs facteurs, tels que les matériaux utilisés, les processus de fabrication, les distances de transport, etc. Cependant, une estimation générale se dessine en fonction des études réalisées ces dernières années :

GOBELET RÉUTILISABLE EN PLASTIQUE

Les gobelets réutilisables en plastique ont un bilan carbone élevé en raison de l'empreinte carbone associée à la production de plastique. Cependant, s'ils sont réutilisés de manière significative, leur impact peut être fortement réduit par rapport aux gobelets jetables en plastique à usage unique.

GOBELET À USAGE UNIQUE EN PLASTIQUE

Les gobelets en plastique à usage unique ont un bilan carbone relativement élevé. Ils nécessitent des matières premières vierges, une énergie considérable pour leur production et ont une durée de vie très courte, ce qui contribue à leur impact

GOBELET BIODÉGRADABLE

Les gobelets biodégradables peuvent être fabriqués à partir de différentes sources, telles que l'amidon de maïs ou la cellulose. Leur bilan carbone dépend des processus de production spécifiques, de leur biodégradabilité et du matériau utilisé.

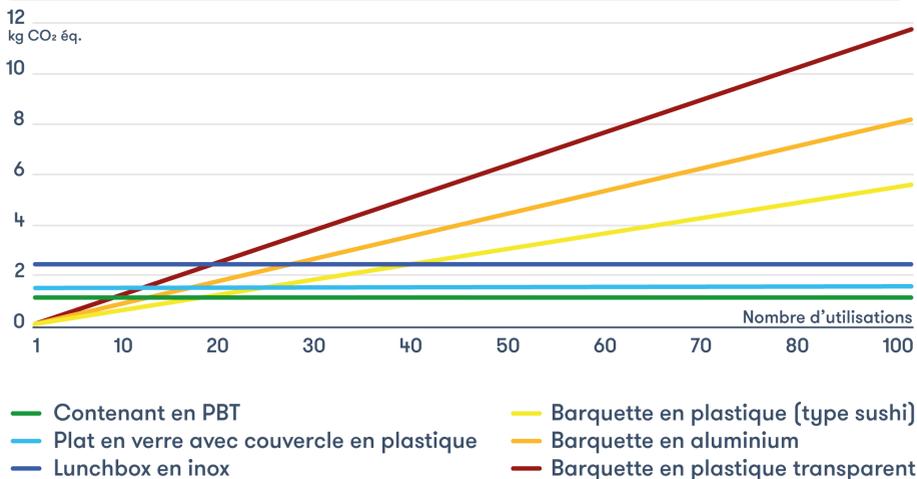
GOBELET RÉUTILISABLE EN INOX

Les gobelets réutilisables en acier inoxydable ont généralement le bilan carbone le plus bas parmi les options mentionnées. Ils nécessitent une quantité relativement élevée d'énergie pour leur production, mais leur durée de vie prolongée et leur potentiel de réutilisation réduisent considérablement leur impact environnemental.

GOBELET À USAGE UNIQUE EN CARTON

Les gobelets en carton à usage unique ont généralement un bilan carbone inférieur à celui des gobelets en plastique à usage unique. Le carton est une ressource renouvelable, mais leur impact dépend également des processus de fabrication et des revêtements utilisés à l'intérieur pour éviter les fuites.

ÉMISSIONS DE CO₂ EN FONCTION DU NOMBRE D'UTILISATIONS



A noter que ces estimations peuvent varier en fonction des spécificités de chaque produit, des méthodes de production et des pratiques de gestion des déchets dans différentes régions. Les chiffres exacts du calcul du bilan carbone de chaque gobelet dépendent en réalité de données spécifiques fournies par les fabricants et des méthodologies de calcul utilisées.

Selon les données de **Bruxelles Environnement** concernant les contenants alimentaires :

« Le bilan carbone du réutilisable par rapport au jetable devient toujours meilleur après 10 à 45 réutilisations en fonction du contenant. »

Et précise également :

« Faute de données empiriques existantes, le graphe ne prend pas en compte la durée de vie complète des produits, soit le nombre de réutilisations totales des différents contenants réutilisables. Or, il est probable que le nombre de réutilisation moyen des contenants en verre et en inox dépasse le PBT. De manière générale, la communication sur les déchets recyclables ou non recyclables doit évoluer : l'inox et le verre permettent de réaliser un recyclage de meilleure qualité que le plastique. »

Si on prend en compte la dimension hygiène et celle de l'indice de recyclabilité, les gobelets en inox semblent sortir du lot malgré un bilan carbone plus élevé à la production. Ce type de gobelets est encore peu répandu en Belgique et nécessite un investissement plus conséquent que pour des gobelets en plastique réutilisable.

6.3. INITIATIVES ET BONNES PRATIQUES POUR LIMITER L'EMPREINTE ÉCOLOGIQUE

Les événements musicaux adoptent de plus en plus une approche systémique en matière d'éco-responsabilité. Cela passe par la gestion des déchets, l'alimentation durable et le choix des sponsors.

GESTION DES DÉCHETS

À **Esperanzah!**, une attention particulière est portée au tri des déchets :

« Dans nos îlots de tri accessibles aux festivalier-es, il y a 4 fractions disponibles. Nous appliquons ensuite un second tri par nos équipes pour être sûrs de la qualité avant de remettre les déchets aux filières de recyclage. »

ALIMENTATION ET CIRCUITS COURTS

L'alimentation représente **20%** du bilan carbone d'un événement. Réduire cet impact passe par :

- **L'intégration de plats végétariens et végétaliens,**
Réduisant l'empreinte carbone liée à la production de viande.
- **La collaboration avec des producteurs locaux,**
Diminuant les émissions dues au transport des denrées.

SÉLECTION DES PARTENAIRES ET SPONSORS

Certains festivals vont jusqu'à choisir leurs partenaires en fonction de leur engagement environnemental. **Florence Higuët** explique :

*« Les sponsors sont sélectionnés sur une série de critères stricts :
- Respectent-ils la législation du travail en Belgique et à l'étranger ?
- Quelle est leur politique environnementale ?
- Où en sont-ils en termes de transparence financière ? »*

EXEMPLE DE CHARTE ÉCO-RESPONSABLE

« Le respect de l'environnement est l'une de nos valeurs fondamentales, et chaque année, nous essayons de pousser encore plus loin les mesures de respect, de durabilité et de gestion du tri des déchets.

Une eco-team travaillera sans relâche pendant le festival, mais cela ne vous empêche pas de faire le premier pas vers un environnement plus sain pour tous·tes. Des îlots de tri seront répartis sur l'ensemble du site, ainsi que des cendriers, fixes ou portables. N'hésitez pas à les utiliser et à nous aider à réduire un peu plus notre empreinte carbone.

En 2021 et 2022, nous avons ajouté une nouvelle dimension à notre engagement, la dimension climatique. Nous avons donc réalisé un bilan carbone® annuel. En quelques mots, le bilan carbone® est un outil qui nous permet d'estimer nos émissions de GES pour les réduire et ainsi limiter notre impact sur le climat.

Cette nouvelle dimension prend en compte non seulement les activités au sein du festival mais aussi tous les éléments dont le festival dépend pour son bon fonctionnement :

- CO₂ provenant des combustibles fossiles (essence, diesel, kérosène) utilisés pour les déplacements des festivalièr·e-s, des organisateurs·rices, des artistes et pour le transport des biens et du matériel.
- CO₂ pour la production d'électricité pour l'éclairage et tout le matériel audiovisuel.
- CO₂ lié à l'énergie fossile nécessaire à la fabrication du matériel et des espaces loués (bâtiment, chapiteau, bars, barrières, sonorisation, etc.).
- Le méthane (CH₄) lié aux rots des bovins et autres ruminants qui composent certains repas.

Comme vous pouvez le constater, nos émissions résultent d'une interdépendance entre les festivalièr·e-s, les artistes, les fournisseurs, les prestataires de services et l'équipe organisatrice. »

« Afin d'améliorer continuellement la durabilité et l'empreinte carbone du festival, nous recommandons vivement le covoiturage. C'est un premier pas vers la rencontre de la communauté avec laquelle vous partagez cette aventure, tout en soulageant le parking et en réduisant votre empreinte carbone. La Nature vous emmène au cœur d'un voyage social qui commence à votre porte.

Les parkings pour voitures et vélos sont gratuits et proches du site du festival. »

Guidelines - La Nature Festival (extraits)

7. COMMUNICATION

7.1. BIEN COMMUNIQUER POUR RÉUSSIR SON ÉVÉNEMENT MUSICAL : STRATÉGIES EN 7 ÉTAPES POUR FESTIVALS ET CONCERTS

Organiser un concert ou un festival ne se limite pas à programmer des artistes et installer une scène : une stratégie de communication solide est essentielle pour assurer la réussite de l'événement en terme de fréquentation. En Belgique, où la diversité linguistique et culturelle est un facteur clé, chaque message doit être pensé avec précision. Voici les grandes étapes pour bâtir une communication efficace autour de votre événement musical.



1. DÉFINIR LES OBJECTIFS DE COMMUNICATION

Tout commence par une question simple, mais cruciale : que cherchez-vous à atteindre ? Avant de vous lancer dans la conception de vos visuels ou la rédaction de vos publications, vous devez déterminer si votre priorité est d'augmenter la notoriété de votre événement, de vendre un maximum de billets, ou de mobiliser des communautés locales autour d'un projet collectif. Ces différents objectifs nécessitent des approches distinctes.

Par exemple, si votre but est d'accroître la visibilité de votre événement, il faudra miser sur une forte présence dans les médias et sur les réseaux sociaux, en soignant votre image de marque et vos contenus viraux. En revanche, si l'enjeu principal est la billetterie, alors vos messages devront comporter un **appel à l'action clair**, accompagné de visuels accrocheurs et d'informations pratiques accessibles immédiatement.

Cette réflexion stratégique doit également se traduire visuellement : une direction artistique cohérente, avec une charte graphique reconnaissable, des visuels harmonisés et des déclinaisons adaptées à chaque format (réseaux sociaux, affiches, programmes papier, etc.) garantira une image professionnelle et identifiable de votre événement.



2. CONNAÎTRE SON PUBLIC CIBLE

Une bonne communication commence par une compréhension fine de son public. Cela implique non seulement de savoir à qui l'on s'adresse, mais aussi de comprendre comment ces personnes consomment l'information, quels codes les touchent, et dans quelle langue s'exprimer.

En Belgique francophone, cette étape est particulièrement stratégique. À Bruxelles, ville cosmopolite, une communication bilingue ou en anglais s'impose souvent comme la norme pour ratisser large. Dans les régions wallonnes, en revanche, une communication en français suffira généralement, mais elle devra s'ancrer dans les habitudes et les références locales. Il est aussi important de considérer les canaux utilisés : certains publics seront plus sensibles à l'affichage urbain, d'autres réagiront à des publications sur Instagram ou des newsletters bien construites.

Il peut également être judicieux d'identifier des porte-paroles ou des figures d'ambassade qui parlent à votre public cible. Un-e influenceur-euse local, un-e artiste de la région ou un média communautaire peuvent jouer un rôle d'intermédiaire précieux pour faire rayonner à l'échelle locale.



3. CHOISIR LES BONS CANAUX DE COMMUNICATION

Le choix des canaux dépendra largement de votre cible :

Réseaux sociaux : Indispensables pour toucher un large public, en particulier les jeunes. Facebook reste efficace pour les événements, Instagram est idéal pour le visuel, et TikTok peut générer un fort engagement si vous savez l'utiliser de manière créative.

Partenariats médias : Radio, presse écrite, webzines spécialisés... nouez des partenariats pour obtenir des interviews, des articles ou des jeux-concours.

Affichage physique : Affiches dans les grandes villes et dans les agenda imprimés, ces supports permettent de capter l'attention de manière répétée.

Email marketing : N'oubliez pas votre base d'abonné-e-s : les newsletters sont parfaites pour annoncer une mise en vente, partager un teaser ou rappeler les infos pratiques. Statistiquement c'est également le medium avec le meilleur taux de conversion.

Agendas en ligne : Renseigner votre évènement sur un maximum d'agendas en ligne permet de mieux le référencer sur le web. Il en existe, bien entendu, énormément mais nous mentionnerons ici courtcircuit.live, l'agenda de proximité en wallonie et à bruxelles que nous développons.



4. CRÉER UN CALENDRIER ÉDITORIAL

Une communication réussie ne s'improvise pas : elle se planifie. Un calendrier éditorial permet d'organiser ses prises de parole et de s'assurer que chaque moment important est anticipé. Il s'agit d'identifier les temps forts : l'annonce du lieu ou du thème, le dévoilement de l'affiche, l'ouverture de la billetterie, les rappels avant l'événement, les consignes pratiques ou les teasers de dernière minute.

L'idée est de maintenir une régularité dans la communication, afin de nourrir l'intérêt du public dans la durée sans l'épuiser. Pour cela, la mise en place d'une matrice des contenus peut s'avérer utile. Elle permet de croiser les formats (vidéo, texte, infographie), les canaux (réseaux sociaux, presse, emailing), les dates et les objectifs pour garder une vue d'ensemble claire de votre campagne.



5. ENGAGER AVEC LE CONTENU

Dans le monde numérique, ce n'est pas l'information brute qui capte l'attention, mais l'histoire qu'on raconte. C'est ici que le storytelling prend toute sa valeur. Un événement musical peut être mis en récit dès les premières étapes : l'envers du décor, les choix de programmation, la préparation du site ou des répétitions... Autant d'occasions de captiver son audience.

Les formats sont nombreux et doivent être variés : vidéos aftermovies d'éditions précédentes, interviews d'artistes ou de bénévoles, sondages interactifs, concours créatifs, making-of... Ce contenu peut non seulement susciter l'enthousiasme mais aussi inciter au partage, ce qui amplifie naturellement votre portée.

Cette dynamique peut être amplifiée par la mobilisation de votre réseau : artistes, bénévoles, partenaires, technicien·nes. Tous·tes peuvent relayer les contenus sur leurs propres canaux et ainsi jouer un rôle d'ambassadeur·rices du projet. Ce tissu humain et relationnel est souvent sous-exploité, alors qu'il constitue un levier de communication puissant.



6. GÉRER LES RELATIONS PRESSE

Si les réseaux sociaux permettent une communication directe avec le public, les médias traditionnels conservent une valeur stratégique : ils légitiment l'événement et touchent des publics parfois moins présents sur les plateformes numériques. Pour cela, il faut mettre en place une stratégie de relations presse bien pensée.

Un dossier de presse clair, bien illustré et à jour, accompagné d'un communiqué synthétique, pose les bases. Selon l'ampleur de l'événement, organiser une ou plusieurs conférences de presse peut aussi créer un moment de rencontre avec les journalistes. Il est recommandé d'inviter des journalistes clés, voire quelques influenceur·euse·s, en leur proposant une expérience personnalisée sur place : loges, coulisses, rencontre avec les artistes...

Les relations humaines jouent ici un rôle fondamental. Un simple contact téléphonique ou une rencontre informelle peut parfois déboucher sur un article ou une interview inattendue. Les médias locaux, notamment, sont souvent à l'affût d'initiatives proches du territoire.



7. ÉVALUER ET AJUSTER

Une fois l'événement passé, le travail ne s'arrête pas : il est essentiel d'analyser les retombées de votre communication. Cela passe par la collecte et l'analyse d'un certain nombre d'indicateurs : taux d'engagement sur les réseaux, taux de clics sur vos newsletters, couverture médiatique, feedbacks du public, mais aussi bien sûr les chiffres de billetterie (ventes en prévente, achats de dernière minute, zones géographiques...).

Ces données sont précieuses pour identifier ce qui a bien fonctionné et ce qui doit être amélioré. Une lecture croisée des statistiques et des retours qualitatifs (commentaires, messages, sondages post-événement) permet d'affiner les futures campagnes et de mieux anticiper les attentes du public.

La communication autour d'un concert ou d'un festival est un chantier complexe, qui demande rigueur, sensibilité et créativité. Elle ne peut pas être une simple couche cosmétique apposée en fin de parcours : elle doit être pensée dès le départ, en lien avec les valeurs, les objectifs et le public de l'événement. C'est ce travail stratégique qui transformera un événement bien produit... en événement bien fréquenté.

GLOSSAIRE

A

Article 27

Dispositif permettant aux personnes en situation de précarité d'accéder à des activités culturelles à prix réduit. Il est souvent utilisé par les structures culturelles pour favoriser l'accessibilité.

ASBL (Association Sans But Lucratif)

Statut juridique utilisé par de nombreuses structures culturelles et artistiques. Il permet de porter des projets collectifs sans but commercial, avec une gestion désintéressée des bénéficiaires.

B

Backline

Ensemble du matériel instrumental et technique mis à disposition des artistes par la salle ou les organisateur·rices (ex. : batterie, amplis, claviers).

BSA (Bureau Social pour Artistes)

Structure intermédiaire (comme SMart, Amplo...) qui prend en charge les formalités administratives liées à l'emploi des artistes, en leur permettant d'être déclarés en toute légalité.

Break-even

Point d'équilibre financier où les recettes couvrent exactement les dépenses d'un événement. Objectif central pour toute organisation viable.

Booker / Agence de booking

Professionnel·le ou structure chargée de trouver et négocier des dates de concerts pour un·e artiste qu'il représente.

C

Cachet artistique

Montant versé à un·e artiste pour une prestation scénique. Ce montant peut varier selon le contrat, la notoriété, les frais annexes ou les conditions techniques.

Chapiteau

Structure démontable utilisée comme lieu temporaire pour des concerts ou festivals, soumise à des normes de sécurité spécifiques.

Club PLASMA (Plateforme des Scènes de Musiques Actuelles)

Réseau de lieux et d'associations professionnelles subventionnés, principalement dédiés aux musiques actuelles en Wallonie-Bruxelles. Son objectif est d'améliorer l'infrastructure des lieux, de professionnaliser les activités liées aux musiques actuelles et de développer une communication commune entre ses membres.

Contrat-programme

Financement public pluriannuel attribué à certaines structures culturelles pour assurer leur fonctionnement et leur programmation.

D

Dossier communal / Dossier de sécurité

Ensemble de documents requis par la commune pour autoriser un événement (plan d'implantation, mesures de sécurité, gestion sonore, etc.).

F

Fiche technique (ou rider)

Document listant les besoins techniques (son, lumière, loges, catering) spécifiques à un·e artiste. Il est transmis à l'organisateur·ice avant le concert.

J

Jauge

Capacité maximale d'accueil d'un lieu, définie par les normes de sécurité. Elle impacte directement le budget et les recettes potentielles.

L

Licences (Unisono, Sabam, PlayRight)

Autorisation payante pour diffuser des œuvres musicales protégées par le droit d'auteur. Obligatoire dans tout événement public utilisant de la musique.

M

Musiques actuelles

Terme institutionnel désignant un ensemble de genres musicaux contemporains non classiques (rock, pop, rap, électro, chanson, etc.), souvent amplifiés.

O

Ordonnance communale

Décision temporaire de la commune (ex. : modification de la circulation, horaires de bruit) prise spécifiquement pour un événement.

R

RC organisateur

Assurance responsabilité civile spécifique couvrant les dommages causés aux tiers pendant un événement.

Régie (son / lumière)

Poste technique en charge du son ou des lumières durant le concert. Ce sont souvent des technicien·nes indépendant·es ou affilié·es à des prestataires.

S

SMAC (Scène de Musiques Actuelles)

Label français pour les lieux spécialisés dans les musiques actuelles. Le réseau belge s'en inspire pour structurer ses propres scènes via des dispositifs comme Club Plasma.

Scivias

Organisme subsidié visant à garantir une meilleure représentativité des genres et des minorités dans le secteur culturel de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

T

Tournées Art & Vie

Soutien public octroyé à certaines représentations artistiques en Fédération Wallonie-Bruxelles, visant à encourager la diffusion et l'émergence de spectacles vivants et leur juste rémunération.

ANNEXES

EXEMPLE D'HORAIRE DE SCÈNE

LaSemo - Prairie
Saturday 13/07/2024

For artistic coordination : Barbara Dubuy (barbaradubuy@lasemo.be)
For the technical production : Stéphanie Dubuy (stephanie@d-sm.be)

Band	Arrival on site	Cross load in	Get on stage / Contact with stagepm	Load in / Access to the stage	Tech. set up	Access to the Risers & backline set up	Change over prep /Line check	Length	Show	Length	Cross load out
DOORS - 10:30											
ALDEBERT	08h00	08h00	09h00	09h00	09h00	10:00 - 11:00	11:00 - 12:00	60'	12:00 - 13:00	60'	14h00
MAYRA ANDRADE	10:30	/	11:30	11:45	11:45	12:00 - 13:00	13:00 - 14:00	60'	14:00 - 15:00	60'	/
MENTISSA	11:30	12:00	13:00	13:45	13:45	14:00 - 15:00	15:00 - 17:30	90'	16:30 - 17:30	60'	18:30
MPL	15:00	/	16:00	16:15	16:15	16:30 - 17:30	17:30 - 19:15	105'	19:15 - 20:15	60'	/
MAKOTO SAN	17:30	/	18:30	19:00	19:00	19:15 - 20:15	20:15 - 22:15	120'	22:15 - 23:15	60'	/
Setup area behind curtains								On stage			
Showtime										Strict Curfew	

Line Check on monitors start 15 minutes before show time
Strict dB Policy - Laeq 100 dB(A) max, 60 minutes

QUI SOMMES-NOUS ?

Active depuis 1992, Court-Circuit est la fédération du secteur des musiques actuelles qui rassemblent les lieux et organisations de concerts de Wallonie et de Bruxelles. Elle représente ses membres, oeuvre à leur professionnalisation de ceux-ci, ainsi qu'à la structuration et à la mise en réseau du secteur musical au niveau national et international. Par ses actions d'accompagnement, de médiation, de promotion et d'observation, elle soutient l'émergence, la diversité et les dynamiques territoriales autour de la musique live.

NOS PLATEFORMES



Court-Circuit.be est le site d'information et de ressources de la fédération des lieux et organisations de concerts.



Court-Circuit.live est l'agenda des concerts des lieux, organisations de concerts et festivals de Wallonie et de Bruxelles.



Court-Circuit.band est la plateforme pour les artistes à la recherche d'opportunités de diffusion et de développement [concerts, tremplins, résidences, formations...].

Guide

DE L'ORGANISATION DE CONCERTS

EN WALLONIE ET À BRUXELLES

Ce guide pratique explore les coulisses de l'organisation de concerts en Wallonie et à Bruxelles, entre passion musicale, obligations légales, défis économiques et enjeux sociaux. Pensé comme un compagnon pour les organisateur·rices – débutant·es ou confirmé·es–, il rassemble conseils concrets, témoignages de terrain et outils pour construire des événements musicaux vivants, responsables et durables.

Comment monter un budget réaliste ?

Obtenir les autorisations ?

Accueillir les artistes dans de bonnes conditions ?

Rémunérer équitablement ?

Réduire l'empreinte carbone de son festival ?

De la programmation à la communication, en passant par la sécurité, l'inclusivité ou les financements, ce guide vous accompagne à chaque étape du parcours. Un ouvrage indispensable pour tou·tes celles et ceux qui font battre le cœur des musiques actuelles ici, en Wallonie et à Bruxelles.



**COURT
CIRCUIT**

FÉDÉRATION DES MUSIQUES ACTUELLES

Lieux et organisations de concerts

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles



**FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES**

Editeur responsable :

David Dehard. Court-Circuit asbl - 15 Traverse des Muses, B-5000 Namur, Belgique

www.court-circuit.be - info@courtcircuit.be

Rédaction : Stanislas Levacq

Graphisme & mise en page : Timothée Toussaint

Photo : Atelier Rock, Quentin Perot

Tous droits réservés pour tous pays et par tous moyens que la technologie permet.